Alliés, voisins et ennemis du roi d’Espagne

La puissante faiblesse de la Monarchie hispanique (1580-1620)

José Javier Ruiz Ibáñez et Gaetano Sabatini

Pour Tomás Ruiz Cánovas et Giuseppe Sabatini.

**Au cours des dernières décennies du xvie siècle,** la Monarchie hispanique, qui avait incorporé la Monarchie portugaise en 1580, était communément perçue comme une menace. Le roi de France, la reine d’Angleterre, les élites des Provinces-Unies, les princes musulmans d’Afrique du Nord, les gouverneurs de Ceylan, le sultan ottoman, les chefs militaires japonais ou les dirigeants indigènes américains et africains qui avaient échappé à la domination ibérique: tous scrutaient avec une appréhension croissante cette voisine menaçante. C’est que chacun avait l’impression que le souverain ne se contentait plus, désormais, de régner sur ses propres États et qu’il aspirait à jouer, d’une façon ou d’une autre, un rôle politique prépondérant dans ceux de ses voisins. La menace semblait d’autant plus pressante que les intérêts géopolitiques ibériques allaient de pair avec un discours catholique universaliste et qu’ils s’appuyaient sur des moyens qui paraissaient formidables par leur ampleur et par leur développement technologique – surtout pour les peuples situés au-delà de l’Europe et de la Méditerranée.

La position centrale qu’occupe la menace espagnole dans les histoires nationales forgées au xixe siècle à propos du xvie siècle atteste ces craintes: l’empire du roi catholique y est dépeint comme une source de désordre, une cause de conflit civil, un danger latent, voire un agresseur imminent. Un tel discours n’était pas inédit: vers 1600 déjà, les régimes triomphants comme les Stuarts ou les Bourbons revendiquaient leur caractère héroïque, unificateur, pacificateur et libérateur, en même temps qu’ils stigmatisaient la perfidie de ceux qui avaient été défaits lors des conflits civils. L’on reprochait notamment au parti vaincu d’avoir été soutenu par le roi d’Espagne, ce qui suffisait à prouver l’essence contre-nature et abominable de son projet politique: leur protecteur n’aurait eu d’autre but que d’asservir les peuples et de démanteler les nations. Cette représentation manichéenne du passé se fondait sur la stigmatisation de l’étranger. Les vainqueurs des conflits de la fin du xvie siècle s’enorgueillissaient d’être les dignes représentants de l’*ethos* historique propre à leur royaume; ils traitaient les vaincus comme de simples bras armés d’un roi étranger, des marionnettes manipulées par un agresseur extérieur qui menaçait leur patrie. Cette (ré)écriture de l’histoire semble avoir été largement partagée à l’époque et la somme des historiographies nationales qui en découle attribue à la Monarchie hispanique un pouvoir significatif, tentaculaire, corrupteur, omniprésent, presque illimité, mais aussi diffus et impalpable. C’est avec une fine ironie qu’Alfred J. Loomie écrivait:

Pour les Anglais du xviiesiècle, la conspiration en Espagne, prélude à la conspiration des Poudres, devait avoir l’air d’un monstre gravé dans le coin d’une carte d’alors. Sans doute suscitait-elle leur curiosité, mais la bête était trop vague, inquiétante et éloignée pour qu’ils puissent l’observer avec précision[[1]](#footnote-1).

Ces interprétations, souvent à l’origine des histoires officielles forgées au fil des siècles, se traçaient, pour la plupart, sur un canevas similaire: l’essor de la Monarchie hispanique aurait coïncidé avec une « crise nationale » durant laquelle une partie de la population autochtone s’était laissé séduire par les chants des sirènes ibériques. Dès lors, repousser la menace espagnole revenait à ramener ces territoires et ces peuples vers une voie historique qui *devait* leur être spécifique: celle de la nation, du progrès et de la modernité. Cependant, le dépassement de l’histoire nationale opéré par l’historiographie au cours des trente dernières années a renouvelé cette vision traditionnelle et nous incite à regarder dans deux directions convergentes. D’une part, à la fin du xvie siècle, les factions vaincues avaient des racines aussi autochtones que leurs ennemis; d’autre part, la projection impériale hispanique ne peut être comprise sans une étude globale qui tienne compte de ces mêmes racines. Tel est l’objectif du présent texte: montrer combien l’expansion ibérique a pris appui sur les tensions qui ont divisé ses voisins. Les troubles, les guerres civiles, les désordres et les mouvements de résistance produits partout n’étaient pas (ou, du moins, pas uniquement) un effet du pouvoir royal espagnol à son zénith, mais plutôt un moyen par lequel ce dernier forgeait sa domination impériale, en ouvrant de nouveaux horizons et en se dotant d’un réseau d’agents territoriaux locaux.

Dans un article précédent, nous avions montré à quel point il importait de considérer les réalités locales extérieures pour rendre intelligible une projection hispanique apparemment omniprésente[[2]](#footnote-2). Ce postulat liait la politique impériale aux vicissitudes de sociétés qui lui étaient en principe étrangères. Il est possible d’approfondir cette analyse de façon dynamique, en cherchant à comprendre la singularité et les opportunités de chaque conjoncture. Il s’agira d’éclairer, à un moment historique précis, les raisons pour lesquelles la supériorité diffuse et la primauté confessionnelle du roi catholique, qui avaient caractérisé les deux premiers tiers du xvie siècle, ont ouvert la voie à un positionnement qui permit au souverain de revendiquer une forme d’hégémonie plus agressive et de mener une politique d’expansion et d’intégration plus active.

À l’instar d’autres « grandes puissances »[[3]](#footnote-3), pour appuyer sa volonté d’interférer chez ses voisins, la Monarchie hispanique disposait d’une crédibilité en tant que possible instance protectrice ou arbitrale. Plus ou moins diffuse et reconnue, cette position de prépondérance se développa entre 1560 et 1630[[4]](#footnote-4). Si le processus fut loin d’être uniforme, évoluant au gré des vicissitudes politiques rencontrées par les rivaux du roi espagnol, il atteignit toutefois son point culminant entre les années 1575-1580 et l’année 1610, qui forment les bornes chronologiques de cet article[[5]](#footnote-5). Le pouvoir du roi catholique se fit alors plus présent hors de ses frontières: certains y virent une menace existentielle, d’autres une opportunité politique. Ces derniers utilisèrent à leur profit les moyens impériaux ibériques afin de gagner leur liberté, de remporter une guerre civile ou de renverser un tyran. À partir des années 1575-1580, les demandes d’aide au souverain espagnol se multiplièrent au point de redéfinir la conjoncture diplomatique internationale. Il faut donc, pour saisir ce moment historique, reconnaître le rôle central de l’essor du pouvoir espagnol dans ces sociétés qui lui étaient – en théorie seulement – étrangères. Afin de rendre tangible l’omniprésence d’une monarchie absente et les dynamiques plurielles qu’impliquaient les appels à l’aide au roi d’Espagne, nous partirons de l’étude d’une situation locale précise.

Rouen et le fantôme espagnol

Située aux bords de la Seine, entre Paris et la Manche, la ville de Rouen était une importante métropole drapière et commerciale durant la seconde moitié du xvie siècle, à un moment où l’ombre de la Monarchie hispanique pesait lourdement sur elle. Non pas que le pouvoir de Philippe II eût constitué son principal point de repère ou qu’il eût été directement déterminant, mais la Monarchie espagnole était présente pour les habitants de la ville, en particulier les bourgeois. Une part importante de la production textile locale, qui, par ailleurs, utilisait de la laine castillane, était destinée aux terres européennes et américaines du roi catholique. Les pièces frappées dans les monnaies péninsulaires, américaines et flamandes circulaient sur ses marchés et la ville abritait une communauté de bourgeois ibériques à la fois vaste et hétéroclite, traversée par diverses fractures. On y trouvait non seulement des Portugais soutenant le rival de Philippe II, le prieur don Antonio de Crato, dans le cadre de la guerre de Succession portugaise (1580-1583), mais aussi des Espagnols et des Portugais d’origine juive pratiquant ouvertement la foi de leurs ancêtres, loin de l’Inquisition. S’y ajoutaient aussi ceux qui avaient embrassé la réforme protestante ainsi que les *conversos* et les *cristianos viejos* qui, à l’instar du jeune Jean de Bretigny (Juan de Quintanadueñas), se solidarisaient avec la politique de leur seigneur naturel – le roi espagnol – et qui, s’aventurant au-delà de la pratique catholique orthodoxe, faisaient leur possible pour importer de nouveaux ordres et de nouvelles formes religieuses dans la spiritualité locale[[6]](#footnote-6).

Après 1560, l’érosion progressive du pouvoir des rois de France remit en question la stabilité qui avait caractérisé Rouen durant la première moitié du siècle. Désormais, la population catholique se montrait inquiète face à une puissante communauté réformée et devant la menace anglaise. Les signaux d’alarme ne manquaient pas: les désordres politiques se multipliaient dans les Flandres, en France et dans la ville même. Une vague d’insécurité déferlait jusqu’à l’Atlantique et à la Manche en raison de la présence de corsaires réformés venant de Zélande ou de La Rochelle. En 1588, Rouen se joignit aux populations qui avaient rejeté l’autorité d’Henri III, puis, l’année suivante, celle d’Henri de Bourbon. À partir de ce moment et jusqu’à sa soumission en 1594, la ville constitua l’un des bastions les plus importants de la Ligue catholique[[7]](#footnote-7). Comme dans d’autres localités ligueuses, une dispute virulente opposa la Ligue urbaine et la noblesse militaire pour le contrôle de la place. En s’appuyant sur d’importantes possessions seigneuriales en Normandie, Charles de Lorraine, duc de Mayenne, lieutenant général de la Ligue (urbaine et nobiliaire), tenta de contrôler la ville[[8]](#footnote-8), mais échoua devant l’ambition de George de Villars, seigneur de Brancasy et gouverneur du Havre, avec qui il dut pactiser[[9]](#footnote-9).

Comme dans le reste du royaume de France, les différentes autorités de la Ligue convoitaient le soutien espagnol afin de garantir leurs positions dans la guerre civile. Si Mayenne parvint à négocier une aide économique mensuelle, Villars sollicita des troupes, des navires et de l’argent auprès de Philippe II. Les membres de la Ligue urbaine ne voyaient pas non plus d’un mauvais œil la mise en œuvre d’une solution « parisienne » pour leur ville – selon laquelle le roi catholique aurait engagé ses ressources pour la défense de la place sans pour autant en prendre le contrôle effectif[[10]](#footnote-10). Forts du soutien du parlementaire Richard Regnault du Pont[[11]](#footnote-11), seuls les plus radicaux aspiraient à davantage et considéraient que le roi d’Espagne devait jouer un rôle décisif dans la future définition du royaume de France, quitte à s’emparer, au besoin, de la couronne de saint Louis. Bien que minoritaires, ils considéraient que seul Philippe II pouvait défendre la religion des Français et les privilèges des Rouennais face à la corruption de la noblesse et à la menace des huguenots. Pour ces agents politiques, l’implication du roi catholique dans la politique française et dans la réalité locale était pleinement légitime, et même souhaitée. Ils exigeaient cependant une intervention différente en fonction de leurs besoins particuliers. En tant qu’allié, protecteur ou seigneur, chacun d’eux reconnaissait en pratique la fonction prépondérante du roi d’Espagne, mais lui ouvrait un champ d’action très contraint.

Vue de Rouen, la Monarchie hispanique semblait puissante et accessible grâce aux liens plus ou moins directs tissés avec son administration *via* les banquiers et les marchands espagnols présents en ville. L’ambassade espagnole à Paris et les financiers qui en étaient les plus proches maintenaient de solides contacts avec les bourgeois d’une ville dans laquelle se rendit, en 1589, le commandeur don Juan de Moreo, délégué extraordinaire de Philippe II[[12]](#footnote-12). Ainsi Antonio Frías de Salazar, natif de Burgos en Castille mais rouennais par adoption, était-il un agent majeur pour la diplomatie espagnole dans le Nord de la France[[13]](#footnote-13), tandis que Martín de Gúrpide agissait *de motu proprio* et sans solde comme intermédiaire entre les radicaux, Villars et la cour espagnole[[14]](#footnote-14).

Sans être présente officiellement ni militairement, la Monarchie espagnole demeurait donc une référence importante et son soutien, réel ou fantasmé, un argument de poids pour la politique locale. Néanmoins, une intervention effective et décisive des forces impériales dans la région se révélait, en pratique, une perspective bien éloignée, même si les ministres du roi catholique reconnaissaient l’importance des ports de Picardie et de Normandie[[15]](#footnote-15). Les fonds espagnols qui arrivaient à Rouen étaient limités. Pourtant, en 1592, lorsqu’Henri IV assiégeait la place, le principal corps de l’armée espagnole des Flandres, sous le commandement d’Alexandre Farnèse, lança une campagne de grande ampleur pour porter secours à la ville[[16]](#footnote-16). Le siège était déjà achevé lorsque l’expédition arriva et c’est seulement grâce à l’habileté extraordinaire de son commandant et à la qualité de ses vétérans que l’armée hispano-ligueuse évita d’être dispersée par les puissantes troupes du roi de France[[17]](#footnote-17).

S’il n’y eut jamais de garnison du roi catholique à Rouen, cela ne signifie pas qu’il n’y avait pas d’Espagnols au service de la défense de la ville. Au sein des troupes les plus fiables de Villars se trouvaient les vétérans qui avaient abandonné les armées des Flandres après une mutinerie[[18]](#footnote-18). Les positions espagnoles les plus proches étaient la petite garnison de Paris et celle, rachitique, placée sous le commandement du portugais Simon Antunes à Pont-Audemer, à plus de cinquante kilomètres au sud-ouest de Rouen[[19]](#footnote-19). Toutes deux étaient trop fragiles et trop éloignées pour influencer la vie politique de la ville. Ainsi, lorsque Villars se soumit à Henri IV[[20]](#footnote-20), Antunes n’eut pas d’autre recours que de se retirer dans les Flandres avec ses troupes[[21]](#footnote-21). La restauration du pouvoir royal permit alors à Henri de mobiliser la noblesse normande pour sa guerre contre Philippe II entre 1595 et 1598; promu amiral, Villars fut d’ailleurs sommairement exécuté après s’être rendu aux Espagnols lors de la désastreuse bataille de Doullens (1595). Au même moment, un groupe de Rouennais, restreint mais très actif, s’installa dans les Pays-Bas catholiques sous la direction de Regnault du Pont. Le groupe maintenait son engagement hispanophile et encourageait ses voisins à se soulever contre un pouvoir jugé tyrannique et à chercher la véritable liberté sous la tutelle de Philippe II[[22]](#footnote-22).

Malgré ces opportunités, la Monarchie hispanique n’avait ni les moyens ni la volonté de s’impliquer à Rouen au-delà d’affrontements ponctuels avec Henri IV. Il n’empêche: à Rouen, la posture adoptée par rapport au souverain espagnol était devenue centrale (selon des perspectives stratégique comme argumentative) pour les différents groupes qui se disputaient le pouvoir dans la ville, qu’ils soient partisans d’Henri IV ou radicaux de la Ligue. La puissance du roi catholique, pourtant absent, restait palpable pour toutes les parties; elle déterminait les conduites et orientait l’opinion, y compris celle des adversaires du monarque. Les Bourbons se légitimaient ainsi comme de bons Français et dénonçaient, derrière l’influence réelle ou fantasmée de Philippe II, la trahison de rivaux qu’ils accusaient d’être prêts à démembrer leur patrie pour la vendre à la pièce à un ennemi héréditaire. Une fois la guerre achevée, ce discours manichéen persista. De façon significative, les dynamiques advenues dans la ville normande présentaient des similitudes, d’un point de vue chronologique ou en termes de développement, avec celles qui se sont manifestées dans d’autres points du globe.

Hégémonie, crédit, conjoncture

Les historiens et les politologues ont pour habitude de recourir au terme d’hégémonie (du grec ἡγεμoνíα) dans leurs textes. Au-delà de la définition sophistiquée proposée par Antonio Gramsci, ce concept désigne la prépondérance d’un pouvoir politique sur d’autres, sans pour autant rendre intelligibles les rouages de sa domination naissante, ses conséquences et ses limites. Les débats relatifs aux histoires impériales, en vogue ces quinze dernières années, et la réflexion plus classique sur l’essor et la chute des grandes puissances ont proposé de mettre en relation l’évolution des empires – et leurs phases successives d’ascension, d’apogée et de déclin – avec des changements de paradigme géopolitique[[23]](#footnote-23).

L’objectif n’est pas ici de proposer une formule applicable à tous les empires et à toutes les périodes, mais d’analyser un épisode concret de cette emprise hispanique depuis un espace situé au-delà des terres du roi catholique. De cette manière, l’hégémonie n’est pas seulement comprise comme le fruit d’une capacité militaire supérieure ou de ressources financières importantes: elle correspond à la capacité de voir sa domination reconnue par et chez ses voisins, au point d’apparaître comme un pouvoir susceptible d’intervenir légitimement au sein de leurs propres politiques internes. Dans cette perspective, c’est-à-dire envisagée en tant qu’une alliée potentiellement digne, la Monarchie hispanique cessait d’être une puissance extérieure pour devenir une partie intégrante de la politique locale. Attribuer un tel statut au roi catholique revenait à lui octroyer un crédit particulier, c’est-à-dire, étymologiquement, à voir en lui un partenaire politique fiable en même temps qu’une garantie financière. Bien entendu, le crédit attribué à la Monarchie hispanique revenait à spéculer sur la possibilité et le désir du roi de s’engager sur un terrain qui lui était *a priori* extérieur. Qu’elle reste virtuelle ou non, l’intervention espagnole – souvent sollicitée à partir d’informations très partielles – venait modifier l’horizon d’attente des sociétés politiques locales[[24]](#footnote-24).

Le poids des alliances extérieures dans la définition du pouvoir hispanique n’était pas nouveau. La construction de la Monarchie hispanique (1492-1540) avait été rendue possible par l’implication violente de nombreux agents politiques locaux qui misaient leur avenir sur l’établissement – ou le renforcement – du pouvoir impérial espagnol. La fin du xvie siècle inaugura une autre période d’expansion, mais dans un tout autre contexte. La perception du pouvoir ibérique avait en effet radicalement changé entre 1504-1535 et 1580-1610, ce qui modifiait ses possibilités d’expansion. Au cours de la première période, les forces du roi du Portugal et, surtout, celles du roi d’Espagne avaient soutenu leurs alliés de manière désordonnée, à des moments de tension et dans un contexte violent de redéfinition politique et sociale. Durant la seconde période, la Monarchie apparaissait désormais comme un acteur intégré depuis des décennies dans les débats internes de nombreux États qui lui étaient proches[[25]](#footnote-25); la discussion relative à la nature de la Monarchie, à son modèle politique, à son rôle international et aux limites de son attractivité s’était déjà consolidée.

Dans le dernier tiers du xvie siècle, le fait de réclamer ou de décliner l’aide espagnole s’inscrivait dans le cadre des expériences politiques locales. Durant la décennie 1570, des factions hispanophiles ou lusophiles se développèrent dans différentes cours et villes européennes, africaines et asiatiques; en retour, de vigoureuses réactions anti-espagnoles se firent jour, qui stigmatisaient les acteurs politiques séduits par une tentation ibérique jugée fallacieuse. L’identification à l’une ou à l’autre de ces options devenait un moyen d’affirmer la légitimité de sa propre identité politique et de rejeter celle de ses adversaires. Depuis la France jusqu’en Angleterre, de l’Italie jusqu’aux Pays-Bas, toute une littérature célébrait les vertus ou, à l’inverse, identifiait les aberrations de l’« Espagnol » avec pour objectif véritable de réclamer, de justifier ou de condamner l’alliance avec cette puissance. Sous d’autres formes et selon des dynamiques différentes, le même processus caractérise certains espaces extra-européens, du Chili au Japon: l’attraction-répulsion envers la puissance ibérique laissa la place à des politiques d’affirmation, d’acceptation ou de persécution des missionnaires catholiques ou des marchands de la Monarchie[[26]](#footnote-26).

La distinction entre ces deux périodes est fondamentale. Durant la première, la Monarchie put s’étendre grâce à l’adéquation de ses ressources aux réalités locales; capable d’opérer simultanément, bien que de manière désordonnée et autonome, dans divers espaces, elle renforça sa primauté sur ses alliés: l’intervention espagnole était marquée par une grande violence et aboutissait à une redéfinition globale des sociétés locales. Au contraire, à la fin du xvie siècle, les actions ibériques avaient une prétention universelle et se fondaient sur des coopérations locales bien plus importantes et, partant, sur un respect rigoureux des cadres juridiques et sociaux. Il n’était dès lors plus question d’imposer un commandement effectif à ces régions. Ce point se révèle important dans la mesure où l’impact moindre des interventions espagnoles limitait de manière proportionnelle les attentes sociales que celles-ci suscitaient. Pour ceux qui solli citaient son soutien, le roi d’Espagne représentait un acteur bien identifié, ce qui rend cruciale la compréhension des moyens grâce auxquels il manifestait sa présence.

Durant la seconde moitié du xvie siècle, les populations occidentales et méditerranéennes avaient accumulé un savoir remarquable sur la Monarchie hispanique. L’expansion ultramarine et les guerres menées contre les Français et les protestants étaient perçues – et déformées – en fonction du degré de proximité physique ou culturelle avec la couronne espagnole. Les célébrations des combats contre les Turcs renforçaient, dans le monde chrétien, l’idée que seul le pouvoir du roi catholique était à même de s’opposer au sultan ottoman. En commémorant la levée du siège de Malte ou l’écrasante victoire de Lépante, il s’avérait par exemple impossible d’occulter le rôle décisif joué par les armées d’Espagne et, de façon tout aussi significative, de masquer l’absence des autres grandes puissances à cette occasion[[27]](#footnote-27).

Cependant, tout n’était pas que propagande. Les élites de divers espaces voisins, tant courtisanes que locales, disposaient d’informations de première main concernant le pouvoir de la Monarchie hispanique. À l’instar de Blaise de Monluc, la noblesse militaire française, si fière d’elle-même, s’était mesurée aux armées de Charles Quint et de Philippe II en Italie et dans les Flandres, les considérant comme de dignes rivales[[28]](#footnote-28), au point même de les apprécier sincèrement, comme ce fut le cas de Michel de Brantôme[[29]](#footnote-29). Tous étaient conscients de la force que le roi d’Espagne pouvait mobiliser et du professionnalisme de ses combattants. En Angleterre comme en Irlande et en Écosse, la présence espagnole avait été constante, non seulement par le biais de la sourde cellule de résistance que constituait l’entourage de Catherine d’Aragon et par l’envoi paradoxal de troupes de Charles Quint, sous le commandement de Julián Romero, pour soutenir Henri VIII contre l’Écosse catholique, mais aussi par la présence de Marie Tudor, sa prise de pouvoir et, bien entendu, son mariage avec Philippe, roi de Naples et fils et successeur de Charles Quint[[30]](#footnote-30). À Tunis, à Tlemcen, à Koukou (en Kabylie) ou encore au Maroc et à Kandy, les interventions militaires ibériques restaient présentes dans les mémoires; il en allait probablement de même dans les Balkans occidentaux, où les expéditions de Coron ou de Castelnuovo et les incursions de la flotte de la sainte Ligue en 1572 avaient fait naître une clientèle sensible à l’envergure de la mobilisation militaire hispanique[[31]](#footnote-31).

On ne saurait sous-estimer le poids de ceux qui avaient servi sous les drapeaux (ou aux côtés) du roi catholique dans la représentation de la Monarchie en tant que puissance militaire efficace. Nombre d’entre eux rentrèrent chargés de l’expérience de leur service, de la perception de leur pouvoir, riches aussi de liens de clientèle ou d’une forte affinité avec l’administration des Habsbourg. Les milliers de volontaires de toute provenance (principalement français, polonais, anglais, allemands, flamands et portugais) qui s’étaient unis à l’*armada* de don Juan d’Autriche entre 1571 et 1573 ne pouvaient que mettre en exergue leur propre expérience de croisade et reconnaître la primauté du roi catholique[[32]](#footnote-32). Il en allait de même, bien que pour d’autres motifs, des troupes italiennes et allemandes qui luttaient avec les forces royales dans les Flandres ou en France, et dont les officiers tissaient des liens personnels et familiaux qu’ils mettaient au service du roi catholique[[33]](#footnote-33). Il existait également une multitude de courtisans, d’universitaires, de voyageurs et de marchands qui connurent personnellement les domaines du roi catholique et développèrent une opinion positive des sociétés qu’ils rencontraient. Leur position d’intermédiaire au sein du commerce mondial faisaient d’eux de précieux soutiens de la Monarchie, motivés par l’intérêt commercial et politique[[34]](#footnote-34). En somme, au sein des territoires adjacents à ses domaines, délibérément ou non, le roi catholique avait engendré une large clientèle qui servait également à rendre tangible son pouvoir.

Nobles pensionnés, commerçants, vétérans de ses armées, propriétaires de dette publique[[35]](#footnote-35), tous ces acteurs pouvaient aussi, opportunément, se présenter comme de fidèles amis. Il en allait de même de ceux qui provenaient de territoires avec lesquels le roi entretenait une relation de protectorat et une symbiose particulière, comme l’Irlande, la république de Lucques, les cantons suisses catholiques depuis 1587, le royaume de Kotte à Ceylan, l’émirat de Tunis en Afrique ou la république de Gênes[[36]](#footnote-36). Le cas de Rome pouvait, en quelque sorte, s’y apparenter, dans la mesure où l’image de la Monarchie en tant qu’alliée puissante et incontournable se reflétait dans les mémoires et dans les relations qui parvenaient de toute la Chrétienté au Saint-Siège durant le règne de Philippe II. Au-delà des fréquents conflits juridictionnels et financiers mentionnés par la documentation[[37]](#footnote-37), celle-ci témoigne de la préoccupation que suscitait un éventuel succès des ennemis de la Monarchie – qu’ils soient Anglais, Français ou Algériens. Ce bouleversement aurait, entre autres choses, mis un terme aux efforts missionnaires soutenus par le roi d’Espagne dans les Indes occidentales et orientales[[38]](#footnote-38).

De fait, la Monarchie se projetait au-delà de ses limites territoriales, sous les pas des missionnaires qui aspiraient à évangéliser et des explorateurs qui, tel Pedro Fernandes de Queirós, scrutaient les parties encore inconnues du globe au début du xviie siècle[[39]](#footnote-39). En réalité, jusqu’aux grands voyages extra-océaniques des Hollandais à la fin du xvie siècle et bien qu’elles disposassent de leurs propres explorateurs, les autres sociétés (européennes ou non) dépendaient de l’information et du commerce hispano-portugais pour saisir et appréhender le monde, ce qui ne faisait que consolider la position centrale des puissances péninsulaires[[40]](#footnote-40). L’arrivée des reines consorts espagnoles (de l’impératrice Marie à la reine Anne d’Autriche, en passant par l’infante Catherine Michelle), accompagnées de cercles courtisans restreints, eut un effet notable sur les sociétés d’accueil – ou du moins sur leurs milieux curiaux –, en contribuant à disséminer la vision du monde élaborée au fil du temps dans le monde hispanique. Bien entendu, les ambassades espagnoles purent veiller aux intérêts du roi, alimenter les attentes de ceux qui présentaient des affinités avec sa politique et bloquer les actions entreprises à son encontre.

La puissance hispanique rayonnait donc au-delà de l’antichambre des rois, des églises de missionnaires et des sociétés de cour. Il convient aussi de prendre en compte les communautés de marchands provenant des domaines du roi catholique, présentes du Japon à l’océan Indien et de l’Europe au Maghreb. Certaines se trouvaient implantées tout au long de la façade atlantique et s’articulaient autour de centres urbains français comme Rouen ou Nantes: c’est le cas, bien connu, des Ruiz[[41]](#footnote-41). Il en allait de même pour d’autres aventuriers et soldats (y compris captifs) venus de la Monarchie, qui agissaient librement ou servaient, avec ou sans autorisation, sous les bannières d’autres seigneurs et étaient susceptibles de se présenter en tant que médiateurs de la puissance ibérique[[42]](#footnote-42). À la fin du xvie siècle, la Monarchie n’affichait plus ni le dynamisme ni la propension au chaos caractéristiques de l’époque d’Hernán Cortès, et le pouvoir royal avait développé une véritable obsession pour le contrôle de ses sujets, cherchant à éviter que l’énergie centrifuge qu’ils accumulaient ne disloque les domaines royaux[[43]](#footnote-43). Cela dit, à l’instar de ce qui se passait à Pegu (en Birmanie) avec Philippe de Brito e Nicote, cette rupture de confiance n’empêchait nullement la couronne espagnole de profiter des opportunités d’expansion offertes par ces initiatives individuelles[[44]](#footnote-44).

L’espoir comme moteur politique

Bien identifiée, présente à travers ses agents et accessible grâce à des relations personnelles préexistantes, la Monarchie allait bientôt être considérée comme une ressource mobilisable dans les conflits qui divisaient les puissances politiques durant la seconde moitié du xvie siècle. Sous la menace des avancées de puissances expansionnistes telles que l’Empire ottoman, le royaume d’Angleterre ou celui de Sitawaka, les chefs locaux de Tunis, d’Irlande ou de Kotte se voyaient contraints de chercher un allié qui possédât, en apparence, suffisamment de crédit pour les aider à conserver pouvoir et liberté. De leur côté, dans des territoires comme l’Angleterre, la Valteline ou l’Écosse, où la Réforme s’imposait par la force, les populations catholiques se trouvaient chaque fois davantage renvoyées à une position politique de subordination, si ce n’est directement stigmatisées et persécutées. Dans d’autres espaces, où la dislocation du pouvoir royal avait dégénéré en guerre civile, comme dans le sud des Pays-Bas ou en France, ceux qui réclamaient le maintien de l’homogénéité confessionnelle de la vieille religion se rendirent bientôt compte que les protestants, très organisés, constituaient un ennemi valable tant par leurs convictions que par le soutien des seigneurs réformés allemands, de Genève ou d’Angleterre, dont ils jouissaient[[45]](#footnote-45).

Bien qu’elle ait été l’un des arguments majeurs mobilisés par chaque camp, la fracture religieuse ne saurait expliquer à elle seule tous les conflits sanguinaires qui favorisaient les progrès de l’hégémonie espagnole. Les puissances traditionnelles, villes et noblesses, avaient accumulé un fort ressentiment à l’encontre des administrations royales, dont les empiètements croissants alimentaient l’image d’une autorité souveraine inapte à respecter les accords fondamentaux et, somme toute, tyrannique[[46]](#footnote-46). Mieux encore, la puissance ibérique n’apparaissait pas comme un recours pour les seuls catholiques: il suffit de rappeler que les nobles protestants français ou impériaux maintenaient un contact permanent avec les agents du roi catholique lorsqu’ils aspiraient à déstabiliser leurs propres gouvernements ou à accéder aux pensions espagnoles[[47]](#footnote-47). Il faut aussi se souvenir qu’une frange des nobles et des évêques qui appelèrent Philippe II à l’aide dans les Balkans étaient orthodoxes, et que ses alliés du nord de l’Afrique étaient musulmans. Les ministres du roi comprenaient la situation et s’en accommodaient. Un exemple parmi tant d’autres: occupant Tunis en 1573, à l’instar de son père Charles Quint quelques décennies auparavant, don Juan d’Autriche se revendique restaurateur de la dynastie hafside et protecteur des musulmans locaux contre les barbares ottomans. Il affirme en effet être venu

[...] avec la détermination et l’intention de chasser les Turcs non seulement de la ville de Tunis, mais également de tous les lieux environnants et de les poursuivre comme des hommes cruels, avides et ennemis communs des chrétiens et des Maures, et désireux de voir cette province tranquille et en paix, d’expulser les Turcs des États de sa Majesté Catholique [...] sans intention de nuire aux Maures, mais bien de châtier les Turcs[[48]](#footnote-48).

Pour divers, par leur nature, que furent les recours au roi catholique, leur coïncidence chronologique est significative. Au cours des vingt dernières années du xvie siècle, la branche exilée de la maison royale marocaine sollicite des moyens pour renverser le sultan Al-Mansour[[49]](#footnote-49), tandis que la famille royale de Kandy réclame un soutien militaire en vue de sa propre restauration et afin de rétablir le catholicisme dans ses domaines[[50]](#footnote-50). À la même période, alors que les guérillas pro-hafsides poursuivent leurs actions à Tunis avec le soutien espagnol[[51]](#footnote-51), les catholiques demandent l’appui du roi d’Espagne dans le sud des Pays-Bas méridionaux, en Irlande, en Écosse, en Angleterre et en France. En Grèce et en Albanie, c’est au début du xviie siècle que les orthodoxes insistent plus énergétiquement sur le fait que le moment est venu d’intervenir face au fragile pouvoir turc[[52]](#footnote-52).

Cette accumulation impressionnante se trouve liée à la fois au manque d’alternatives disponibles pour ces États et à la façon dont ceux-ci percevaient les succès de la Monarchie. Les autres soutiens potentiellement mobilisables s’étaient évanouis *de facto* ou avaient perdu de leur crédit. En 1580, l’incorporation du royaume de Portugal et de son empire signifiait que le roi catholique s’était approprié les clientèles développées par le cercle royal des Aviz en Irlande, en Afrique et en Asie durant le siècle précédent[[53]](#footnote-53). La projection impériale espagnole s’appuyait sur la grande crise qui affectait l’Europe durant le dernier quart du xvie siècle. Les maisons d’Aviz, de Valois et les Tudors arrivaient à l’épuisement au moment où ces derniers et les Stuarts avaient embrassé la Réforme; même la branche orientale des Habsbourg semblait atone face aux initiatives erratiques des fils de Maximilien II[[54]](#footnote-54). En termes pratiques, et davantage encore après l’exécution de Marie Stuart, les maisons royales ne semblaient pas en mesure de fournir des prétendants autochtones fiables et universellement acceptés contre les tyrans, obligeant les mouvements de résistance à chercher des prétendants parmi la noblesse ou à porter le regard au-delà de leurs propres frontières.

L’incorporation de la couronne portugaise (1580-1583) et la récupération d’une partie substantielle des Pays-Bas (1579-1586) renvoyaient un double message. D’une part, il était évident que la couronne espagnole disposait des moyens et de la force nécessaires pour s’imposer dans un conflit à la fois local et international[[55]](#footnote-55). D’autre part, le roi et son entourage firent preuve d’un grand doigté lorsqu’ils organisèrent l’incorporation des territoires portugais aux domaines de Philippe II. Ils laissèrent en effet le gouvernement local aux mains de ceux qui avaient proclamé volontairement leur soumission, une décision sanctionnée *de facto* par les capitulations de Tomar pour le Portugal[[56]](#footnote-56). Dans le sud des Pays-Bas, le pacte juré entre les Espagnols et les Flamands à l’occasion de l’union d’Arras et des capitulations particulières avec de nombreuses villes permit de sauvegarder les droits locaux et de garantir, sous la protection de l’armée royale, l’autonomie de villes gouvernées par leur propre élite – un patriarcat qui se trouvait consolidé en même temps que se rétablissait le pouvoir souverain[[57]](#footnote-57).

Pour les observateurs des cas flamand et portugais, il était clair que l’incorporation à la monarchie n’avait rien d’une conquête brutale impliquant une subordination totale des autochtones et une dissolution juridictionnelle des seigneuries locales au sein des domaines espagnols. Au contraire, l’élite locale, redéfinie comme consubstantielle à la Monarchie, devait administrer le pouvoir et construire son propre modèle mono-confessionnel au nom de la restauration de l’unité mystique du corps politique. La domination politique espagnole pouvait même être interprétée comme un moyen inéluctable (et finalement heureux) de rétablir la justice et la liberté sur terre – contre l’hérésie et le désordre[[58]](#footnote-58). Certes, les territoires flamand et portugais se différenciaient en ce qu’il existait déjà un consensus dynastique autour de la personne de Philippe II et que la dépendance politique à l’égard de la couronne espagnole pouvait être revendiquée comme « naturelle ». Cependant, dans l’esprit de tous ceux qui avaient le besoin impérieux d’un allié pour prendre l’ascendant sur leurs adversaires, la Monarchie apparaissait davantage, à chaque nouveau succès, comme une solution opportune et providentielle; cette évidence s’imposait de plus en plus aux yeux des différentes communautés d’exilés venant des Provinces-Unies, des îles Britanniques ou des terres impériales et installées dans les Pays-Bas méridionaux[[59]](#footnote-59).

Définir une alliance

Au cours de la décennie 1585-1595, et avec des ramifications jusqu’en 1607, de nombreux territoires furent en proie à des conflits civils caractérisés soit par de terribles violences (en France, en Irlande ou en Écosse), soit par la menace, toujours latente, d’une insurrection appuyée par une force d’invasion espagnole (en Angleterre, à Kandy, en Grèce, à Tunis et en Irlande). Confrontés à une guerre qu’ils ne pouvaient gagner ou à une répression à laquelle ils ne semblaient pouvoir échapper par eux-mêmes, certains acteurs finirent par appeler à l’aide le roi d’Espagne. Mais qui faisait exactement appel au roi catholique ? Et de quelle manière ? Pour répondre à ces questions, il convient de revenir aux multiples contextes politiques caractérisant les territoires voisins des domaines du roi d’Espagne. En raison de crises dynastiques, il n’existait pas, dans ces espaces, de chefs naturels, légitimés par un consensus, qui auraient pu diriger la résistance contre des pouvoirs accusés de tyrannie; ce déficit provoqua un manque de coordination des coalitions qui se soulevaient contre la politique de tel ou tel souverain: en dépit de leur force indéniable et de leur capacité de mobilisation, celles-ci s’avérèrent incapables d’obtenir une victoire décisive. Ni les conspirations contre Élisabeth Ière en Angleterre, ni les émeutes nobiliaires en Écosse contre Jacques VI, ni la très puissante Ligue catholique française, ni les soulèvements des Irlandais contre le gouvernement anglais ne parvinrent à former un front commun et à défaire leurs rivaux. Il est vrai, cependant, que leurs ennemis ne réussirent pas non plus facilement à les écraser de manière définitive, en raison de l’ampleur territoriale des mouvements, de leur base sociale diversifiée et de l’incontestable appui politique dont ils bénéficiaient.

L’hispanophilie avait notamment pour attrait de ne pas se formuler seulement selon des moyens institutionnels classiques ou à travers l’œuvre de penseurs ou de généalogistes utilisant des artifices juridiques dans le but de démontrer le caractère idoine de l’héritage espagnol. Étant donné la diversité des mouvements qui sollicitaient l’aide du roi d’Espagne, ces appels se fondaient sur des justifications très imaginatives. Ils se faisaient, par ailleurs, dans le cadre de contextes locaux complexes, semblables à celui de Rouen: l’administration hispanique recevait parfois des propositions émanant de groupes antagoniques au sein d’un même parti, qui réclamaient chacun la parole au nom du peuple et pour le bien commun. En outre, ces sollicitations s’effectuaient dans un contexte international dans lequel intervenaient d’autres acteurs (le pape, l’Empire, les petits potentats catholiques, etc.), ce qui suscitait un jeu d’intérêts, d’actions et de rhétoriques politiques encore plus embrouillé [[60]](#footnote-60). Mais cette complexité ne représentait pas un obstacle pour le roi d’Espagne qui, par ses capacités d’intervention, se distinguait de l’éclatante faiblesse des autres patrons potentiels, tels le pape ou l’empereur, dont l’appui semblait consister en l’octroi d’une légitimité confessionnelle ou juridictionnelle plutôt qu’en l’envoi de troupes et d’argent comptant.

Des auteurs anglais, comme William Allen, Robert Persons et Joseph Creswell, écossais, comme John Hamilton et le colonel William Semple, ou français, tels Jean Boucher, François de Morin Crôme, Jean Delabruyère et Louis d’Orléans, ont esquissé dans leurs écrits non seulement l’image du roi d’Espagne, mais aussi les raisons, les moments et les objectifs pour lesquels celui-ci devait intervenir dans leurs patries respectives. Ces publications s’agrégeaient à une quantité significative de documents et de pétitions dans lesquels s’adressaient au roi catholique, à titre collectif, les Seize de Paris, les évêques de Morée, les princes de Kandy, les États de Provence ou de Picardie, les nobles d’Irlande, les prétendants au trône de Tunis ou à celui du Maroc et la haute aristocratie française ou encore, à titre individuel, l’amiral d’Écosse, les représentants catholiques de la Valteline, les conspirateurs de Chypre, d’Albanie ou de Grèce, les assemblées populaires ou les chefs militaires britanniques, comme le colonel Stanley. Ces derniers exposaient à Philippe II la possibilité – et presque le devoir moral – d’intervenir au nom de la religion ou de la justice dans leur patrie et de les libérer d’un joug tyrannique[[61]](#footnote-61). Dans son ensemble, cette ample littérature politique est passée inaperçue car son analyse s’est limitée aux auteurs les plus significatifs et à une vision liée quasi exclusivement à une histoire nationale et diplomatique. Ces documents reviennent obstinément sur l’urgence de l’implication espagnole dans la politique intérieure de ses voisins, en se fondant sur des arguments historiques, géopolitiques, mystiques, politiques (telle la capacité élective du peuple) et juridiques. Écrits en anglais, en français, en latin, en grec ou en arabe, ils ont été rédigés par des acteurs engagés – voire enragés – sur le terrain même des conflits, ou bien par des exilés sur les terres de Philippe II.

Évaluer la signification de ces nombreux documents ne va pas sans difficultés. Si la majeure partie d’entre eux, destinée à l’administration espagnole, est conservée dans les archives de la Monarchie, les études de cas montrent qu’il n’existe guère de textes manifestant le même niveau d’engagement dans la documentation conservée au sein des territoires depuis lesquels l’aide espagnole a été sollicitée. À de nombreuses occasions, le recours aux Espagnols est occulté par ceux qui en étaient pourtant à l’origine, comme s’il s’agissait d’un secret honteux. Dans les milieux dont les historiennes et historiens ont démontré l’hispanophilie – parmi les radicaux parisiens par exemple –, les expressions explicites d’appui étaient généralement très limitées et n’avaient pas été dictées par les diplomates espagnols. Ce vide documentaire continue logiquement à surprendre[[62]](#footnote-62) et il est légitime de se demander si les écrits conservés dans les archives espagnoles, flamandes ou italiennes expriment un sentiment authentique ou s’il s’agit seulement de textes opportunistes, visant à attirer les ressources de Philippe II. Cependant, l’écart entre ces deux types de documents ne présente aucune contradiction. Les auteurs qui avaient recours au roi catholique adaptaient leur discours en fonction du contexte et des interlocuteurs. S’ils pouvaient se montrer « obséquieux » dans leurs écrits tant avec le roi qu’avec l’opinion hispanique pour tenter de mobiliser l’aide espagnole[[63]](#footnote-63), sur le terrain, en revanche, ils ne souhaitaient pas renforcer les arguments de leurs rivaux politiques, qui les accusaient d’être des agents du roi catholique. Au bout du compte, l’alliance (ou même la soumission) au roi d’Espagne ne représentait pas pour eux une fin en soi, mais seulement un moyen permettant de mener à bien un projet politique. C’était uniquement dans le cas d’une intervention effective de la Monarchie espagnole qu’un discours public hispanophile finissait par être activé. Celui-ci présentait l’appel aux forces ibériques comme une solution née des besoins locaux spécifiques, et non pas comme une forme de soumission à un pouvoir extérieur. Du reste, ayant perdu les guerres qu’ils avaient entreprises et étant menacés par la répression des vainqueurs, il semble logique qu’une occultation de la mémoire accompagnée d’une destruction documentaire se soit produite, à l’instar de celle constatée après l’occupation espagnole d’Amiens en 1597[[64]](#footnote-64).

Les ministres espagnols croulaient sous les propositions d’élection ou de reconnaissance du roi catholique – ou de l’un de ses intimes: on lui proposait pêle-mêle de devenir empereur du nouvel Occident[[65]](#footnote-65) ou de la vieille Constantinople, roi de France, d’Irlande, de Chypre, de Thessalie, de Grèce, d’Alger, de Pegu, de Kotte ou d’Albanie, protecteur de ces lieux et d’autres encore, propriétaire de leur suzeraineté avec un nouveau titre ou arbitre à même de désigner l’occupant d’un trône vacant. Chacune de ces pétitions émanait d’une tradition politique particulière, que l’on tentait de traduire dans un langage compréhensible pour les ministres espagnols, mais qui véhiculait toujours, de manière plus ou moins explicite, la culture juridique et nobiliaire propre à chaque pays occidental, l’héritage politique byzantin, les formes bouddhistes à Ceylan, ou encore qui permettait de trouver un terrain d’entente avec des infidèles en terres d’Islam, avec des agents étrangers dans les mondes africains ou avec les factions non christianisées en Amérique.

Dans de nombreux cas, certes, les deux parties partageaient des éléments d’une même culture politique – fondée sur le christianisme, le droit romain, la pratique chevaleresque ou la guerre de frontière. Mais cette proximité n’impliquait pas pour autant une symétrie en termes de compréhension: ce que les Espagnols voulaient lire dans ces projets ne correspondait pas nécessairement à ce que leurs partenaires souhaitaient exprimer. Les uns et les autres savaient bien que les termes employés (bien commun, liberté, élection, soumission, etc.) et les gestes réalisés (élection, serment de vassalité) comportaient des nuances; toutefois, malgré la conscience des malentendus que cela entraînait, ils les toléraient, confiants dans la réussite de leurs objectifs politiques. Dès lors, chacun pouvait attribuer implicitement un sens particulier aux actes d’alliance et de soumission selon ses propres intérêts. Cela eut parfois des conséquences dramatiques, puisque les négociations ultérieures étaient conditionnées par ces interprétations contradictoires, acceptées tactiquement et tacitement par chaque camp. Il en découlait des frustrations, voire des différends, qui dégradaient les possibilités de succès de la Monarchie ou de ses alliés.

Si ces textes reflètent des idéaux variés et témoignent de représentations du roi catholique fort diverses, deux principes communs se retrouvent systématiquement dans ces demandes d’aides ou dans ces plans élaborés par les exilés pour accompagner des expéditions militaires ibériques[[66]](#footnote-66): d’une part, la légitimité du roi repose sur ses prétentions universalistes; d’autre part, ses alliés locaux, sur le terrain ou en exil, doivent être les protagonistes du gouvernement qui résultera de l’action espagnole. Le premier élément est presque évident: demander de l’aide aux Espagnols impliquait de définir un terrain d’entente religieux, chevaleresque ou civilisateur, pour la défense duquel le roi catholique et ses hommes intégraient la communauté locale sans violenter ses bases naturelles. Le second élément traduit bien le sens politique de ces pétitions: celles-ci entendaient limiter par avance non seulement la présence de garnisons ibériques, tout comme l’accès aux offices de ceux qui n’étaient pas originaires de la province en question *(no naturales)*, mais aussi juguler *a priori* la fiscalité qui pouvait être imposée une fois l’opération conclue. Parmi les dizaines de textes publiés et ceux qui sont restés secrets, on ne trouve aucune proposition d’intégration et de soumission inconditionnelle. L’appel au roi catholique impliquait que celui-ci respecte les formes politiques et les hiérarchies sociales que ses alliés avaient établies. Même si l’objectif de l’intervention restait de placer Philippe II, l’un de ses parents (de préférence sa fille, la brillante Isabelle-Claire-Eugénie) ou l’un de ses clients sur le trône d’une seigneurie, l’intégration du territoire dans la Monarchie et l’autorité du nouveau souverain se voyaient doublement limitées: juridiquement, par les lois autochtones, et socialement, par le nécessaire appui militaire de ses partenaires locaux. C’est dans le célèbre *Dialogue d’entre le maheustre et le manant* (1594) que ce désir de symbiose dans un monde politique harmonieux s’exprime peut-être le mieux. En effet, si les radicaux français demandent un roi de justice et de religion, ce n’est pas pour se soumettre à un souverain étranger, mais pour trouver un roi « sous lequel *nous* puissions reformer les vices, establir le bien & chasser le mal[[67]](#footnote-67) ».

Les degrés d’adhésion à l’action ibérique se déclinèrent sous des formes très variées[[68]](#footnote-68) et, bien que chaque cas soit singulier et ne puisse se comprendre que resitué dans son contexte, il est possible d’en proposer une classification générique. Ceux qui jouissaient d’une position solide (à l’instar des élites urbaines, de la grande noblesse ou des prétendants reconnus) cherchèrent à limiter l’aide espagnole à une fonction d’assistance ponctuelle, qui ne les engageait pas de manière décisive pour le futur – à quelques exceptions notables près, telles celles de William Stanley ou du duc d’Aumale[[69]](#footnote-69). Au contraire, ceux qui voyaient dans le désordre et la rébellion l’occasion de redéfinir les équilibres sociaux, de purger les sociétés et de promouvoir leurs propres positions misèrent avec davantage de détermination sur l’alliance espagnole. Souvent déçus par leurs chefs nobiliaires, les mouvements les plus radicaux plaçaient leurs espoirs dans la figure idéalisée du roi d’Espagne. Leur engagement envers la cause commune était plus profond et leur adhésion au *statu quo* antérieur moins enthousiaste. C’est parmi leurs rangs que la définition d’un cadre politique innovant émergea, même si celui-ci prétendait restaurer le passé. Recourant aux mêmes arguments que ceux qui leur avaient servi à justifier leur rébellion, ils n’hésitèrent pas à invoquer la volonté du peuple, la justice et la religion en tant que fondements du pouvoir et de la société; ils réclamèrent également le recours à des formes radicales d’universalisme. Dans cette perspective, il devenait beaucoup plus simple, du moins en théorie, de se soumettre à la volonté ou à la souveraineté d’un roi catholique converti en agent tout à la fois providentiel, universel et naturel[[70]](#footnote-70).

Fort conservatrice par principe et pointilleuse quant au respect de la légalité, la monarchie de Philippe II se voua paradoxalement à devenir le principal appui de groupes rebelles, leur subordonnant même ses projets d’expansion dynastique. Cette situation n’avait a priori rien d’évident. Les ministres hispaniques et leur souverain ne prisaient guère les discours politiques innovants et préféraient en général agir dans un cadre légal (comme l’héritage de Lancastre ou celui de Valois, ou encore la cession de la souveraineté par les dynasties de Ceylan[[71]](#footnote-71)), ce qui explique d’ailleurs leur obsession pour les justifications généalogiques ou leurs recours aux juristes[[72]](#footnote-72). Quand un tel argumentaire n’était pas disponible, le discours confessionnel – ou justicier dans le cas des rapprochements avec l’Islam – servait tout au moins à dépasser les contradictions inhérentes aux alliances asymétriques. Dès lors, les ministres espagnols ne pouvaient qu’être mal à l’aise devant des alliés qui réclamaient avec insistance le respect de conditions et de pactes intolérables pour la dignité de leur seigneur dans ses domaines patrimoniaux. Comment expliquer qu’ils aient joué un jeu qui ne leur plaisait guère ? Disons-le en une phrase: au vu des rapports de forces, le roi catholique n’avait pas d’autre alternative s’il voulait profiter des possibilités d’expansion impériale ouvertes par ces sollicitations. Pour le comprendre, il faut commencer par analyser les capacités dont disposait en réalité le souverain. Les alliés du roi d’Espagne, ses ennemis et les historiens s’accordent, non sans raison, à considérer que les forces que pouvait mobiliser le roi catholique à la fin du xvie siècle étaient importantes. Mais étaient-elles suffisantes pour lui permettre de venir à bout de son entreprise d’expansion globale ou, en tout cas, pour satisfaire ses alliés ?

Les moyens du pouvoir impérial

La position prédominante que semble avoir atteint la Monarchie après 1560 se traduisait par un patronage distant, mais efficace, sur l’Italie – qui déplaisait tant à Venise qu’à Rome – et, surtout, par le fait d’être considérée communément en tant qu’acteur de première importance[[73]](#footnote-73). Selon ce principe, ses ambassadeurs jouissaient d’une position toujours plus éminente auprès des gouvernements de Prague, de Gênes ou de Turin, tandis qu’ils devenaient, au fil du temps, les référents incontournables des mouvements de grogne catholiques en France ou dans les îles Britanniques. Durant la décennie 1580, la diplomatie espagnole brillamment incarnée par don Bernardino de Mendoza (ambassadeur à Londres, puis à Paris) motiva rebelles et conspirateurs, tandis que d’autres délégués signaient des accords avec la noblesse – tel le traité de Joinville – afin de garantir l’appui financier de la Monarchie hispanique au cas où leur souverain résisterait par les armes[[74]](#footnote-74).

Le trésor du roi catholique pouvait être perçu depuis l’extérieur de ses frontières comme une véritable corne d’abondance. Il est notoire que les décennies 1580 et 1590 constituèrent le point culminant du flux d’argent américain et que la fiscalité ibérique se développa à une échelle sans précédent durant cette période[[75]](#footnote-75). Les grands financiers, génois, castillans, flamands, germaniques ou lucquois, continuaient à prêter des fonds aux finances royales, qu’ils espéraient recouvrer avec intérêts sur les contributions, sur le trésor américain ou sur les réserves des Castillans et des Italiens. Même quand le crédit royal semblait s’épuiser, il demeurait possible d’avoir recours à des moyens extraordinaires, bien que dangereux, comme lors de la suspension des paiements en 1596[[76]](#footnote-76). Malgré la pression fiscale et militaire imposée à ses territoires héréditaires, qui était en train d’éroder sa solidité économique, et en dépit de la résistance des cours castillanes et des difficultés déjà palpables dès la décennie 1590, le marché du crédit impérial espagnol était encore actif et capable de fournir des ressources considérables de manière continue[[77]](#footnote-77).

Philippe II disposait donc de moyens suffisants pour intervenir en Angleterre et en France, pour lancer des expéditions en Irlande et au Maroc et pour subventionner une partie importante de l’élite germanique et italienne ainsi que les communautés en exil, qui, petit à petit, furent accueillies dans ses domaines. En Méditerranée, le roi et ses alliés purent encore mettre en place une flotte compétente, composée essentiellement de galères. Dans l’Atlantique, malgré les pertes dramatiques qu’engendra, en 1588, le fiasco de l’*Armada* contre l’Angleterre, la flotte du roi d’Espagne put être reconstruite avec une relative rapidité: moins de cinq ans plus tard, elle était de nouveau en condition d’entrer en conflit avec ses rivaux[[78]](#footnote-78). Bien que les flottes hispano-portugaises combinées n’aient pas été capables de prendre le contrôle du Pas-de-Calais ou de vaincre les flottes anglo-hollandaises, elles furent suffisamment puissantes pour maintenir le commerce avec l’Amérique, pour protéger les côtes de la Péninsule et pour rivaliser, dans une certaine mesure, avec les flottes anglo-hollandaises depuis les Caraïbes ou les Açores jusqu’à l’estuaire de la Garonne[[79]](#footnote-79).

De son côté, l’armée des Flandres était réputée, à juste titre, pour son efficacité; ses *tercios viejos* faisaient partie des meilleures troupes européennes et leurs commandants démontraient un professionnalisme notable. Stationnée principalement dans les Pays-Bas, elle était disponible pour intervenir en Hollande, en France, dans l’Empire germanique, en Angleterre ou en Écosse. Le roi maintenait également des unités professionnelles en Italie, dans le nord de l’Afrique et dans l’*Estado da India*, censées faire la différence au cas où il devrait secourir ses alliés[[80]](#footnote-80). Quant aux domaines patrimoniaux du roi, leur solidité était manifeste: les incursions lancées par ses ennemis (par les Français dans les Flandres entre 1594 et 1597, ou par les Anglais dans la Péninsule et en Amérique entre 1589 et 1598) furent repoussées avec l’appui des milices locales ou n’eurent qu’un succès épisodique (ainsi de Cadix en 1596 ou de Porto Rico en 1598) et fugace[[81]](#footnote-81).

Si l’on comprend qu’avec une telle puissance, la Monarchie soit devenue le dépositaire de tant d’espoirs, la réalité était cependant beaucoup moins flatteuse. Certes, le roi d’Espagne dépassait en puissance ses rivaux européens et il était le seul à pouvoir affronter avec succès une offensive ottomane à grande échelle. Pour autant, ses ressources restaient insuffisantes pour satisfaire les attentes de ses alliés. Il suffit de rappeler que le maintien d’une politique européenne agressive se chiffrait annuellement à environ dix ou douze millions d’écus, auxquels s’ajoutaient les sommes réclamées par la haute noblesse française en échange de l’élection de la fille de Philippe II au trône de saint Louis – plus de cinq millions d’écus par an – ainsi que trois millions et demi d’écus destinés à financer l’armée des Flandres, la flotte atlantique et d’autres interventions militaires, selon une estimation prudente[[82]](#footnote-82). Qui plus est, le transport d’argent depuis les réserves fiscales de la Monarchie vers les différents fronts militaires impliquait un surcoût additionnel, en Espagne, en Italie et dans les Flandres, ce qui renchérissait encore la politique royale[[83]](#footnote-83).

Puisqu’une partie substantielle des ressources disponibles était déjà absorbée par le poids accablant de la dette consolidée, il devenait difficile pour Philippe II d’obtenir les liquidités suffisantes afin de mener à bien ses diverses entreprises d’expansion. Pour cela, il fallait compter sur l’appui ferme des *asentistas* (financiers) internationaux, mais leur capacité à mobiliser le numéraire sur le terrain n’était pas illimitée. La monarchie ne jouissait donc pas d’un crédit infini et pouvait manquer de ressources pour honorer ses engagements. C’est ainsi qu’elle dut opérer des choix quant aux lieux où elle voulait imposer sa présence. Si les moyens du roi semblaient se concentrer sur le front anglais entre 1586 et 1588, ce fut ensuite dans le royaume de France que les sommes les plus importantes furent investies jusqu’en 1594-1595, avant que la priorité ne soit donnée au scénario atlantique au cours des années suivantes[[84]](#footnote-84). Favoriser ainsi un espace d’intervention pouvait avoir des conséquences néfastes pour les autres fronts, qui devenaient vulnérables par manque de ressources et où le crédit politique du roi risquait de s’éroder, voire de s’épuiser, faute d’être en mesure d’honorer l’aide promise. Au moment décisif de la réunion des États généraux de Paris en 1593, la crédibilité hispanique se trouvait au plus bas. En effet, le corps militaire stationné dans le nord de la France était si faible, si indiscipliné et si mal payé que son commandant et les diplomates espagnols préférèrent qu’il ne s’approchât pas de la capitale, en raison du risque de ridicule et de discrédit que provoquerait une mutinerie générale ou une défaite face à Henri IV[[85]](#footnote-85). Il n’est donc pas étonnant que les États et la grande noblesse aient considéré les propositions des envoyés espagnols avec dédain.

Il ne faut pas non plus oublier que si les troupes du roi catholique étaient incontestablement de qualité, leurs effectifs demeuraient limités. Les armées qui prirent part aux campagnes de France, d’Angleterre, d’Irlande ou à Ceylan n’atteignaient jamais plus de trente mille hommes et, bien souvent, les expéditions étaient de taille beaucoup plus modeste. Quelques milliers de soldats seulement furent ainsi envoyés en Irlande, en Provence, dans le Languedoc, en Picardie, en Guyenne ou en Bretagne; si ces armées représentaient un appui indéniable pour les alliés, elles ne se révélèrent jamais décisives pour triompher sur le terrain. Les forces que le roi catholique pouvait envoyer sur les champs de bataille n’étaient pas suffisantes pour permettre le contrôle du territoire sur lequel elles intervenaient, ce qui les rendait presque totalement dépendantes des partenaires qui les avaient appelées à l’aide. Les grandes expéditions de Farnèse en France (à Paris en 1590 et à Rouen en 1592), de Pedro Lopes de Sousa à Kandy (1593) et même celle de Martín García Óñez de Loyola dans la zone centrale du Chili (1598) n’auraient pas pu pénétrer les territoires voisins en profondeur sans l’appui actif des pouvoirs locaux. Rappelons aussi que la géographie militaire de l’époque multipliait les postes fortifiés: une campagne lancée en l’absence de tels soutiens courait le risque, en cas de défection des partenaires, d’aboutir à l’isolement et à la destruction de l’armée – c’est ce qui arriva à Sousa et au Chili pour García Óñez de Loyola, et ce à quoi Farnèse échappa de justesse[[86]](#footnote-86). Sans le soutien énergique des alliés, de telles chevauchées étaient donc impensables. Pour preuve, la guerre entre les princes à la frontière franco-flamande – intermittente entre le milieu du xvie siècle et l’affrontement de 1635 – ne permit jamais aux forces hispaniques d’avancer au-delà de la Somme et de menacer réellement Paris, malgré des triomphes éclatants en 1557, 1595, 1597 ou 1636. Des constats similaires trouveraient à s’appliquer à d’autres fronts ibériques, tels ceux de Kandy et du Chili, où les actions des nouveaux commandants, Jerónimo de Azevedo et Alonso de Ribera, eurent tendance à consolider peu à peu des espaces frontaliers plus ou moins stables, au-delà desquels ils ne s’aventuraient guère[[87]](#footnote-87). Le roi d’Espagne ne disposait tout simplement pas des moyens à la hauteur de ses ambitions, ce qui le rendait dépendant de ses partenaires: les avancées de l’hégémonie hispanique étaient donc placées sur le terrain mouvant de la négociation politique, un terrain où, inévitablement, les acteurs étaient multiples et poursuivaient des intérêts contradictoires.

Les interactions de l’hégémonie

La politique impériale se trouvait face à un dilemme. Pour être opérante et atteindre une grande expansion territoriale, elle devait satisfaire les attentes grandissantes placées en elle; malheureusement, ses ressources ne le permettaient guère. Pis encore, les espoirs de ses partenaires, assemblés en coalitions instables, étaient si contradictoires à l’échelle locale qu’investir sur l’un d’eux revenait souvent à décourager le reste des coalisés. L’intervention ibérique restait prisonnière à la fois des représentations, des projets et des exigences de ses alliés. De plus, les marges de manœuvre de la Monarchie hispanique dépendaient étroitement de la vivacité du discours anti-espagnol dans les territoires où elle intervenait. Pour contrer cette image, le roi catholique devait éviter de s’apparenter à la figure d’un *conquistador* cherchant à s’emparer d’une région déterminée, à moins de jouir de droits dynastiques importants, comme dans le cas de la Bretagne. Dès lors, même quand les armées royales pénétraient les terres de ses voisins, les forces déployées, qui coûtaient si cher au trésor espagnol, ne prenaient pas le contrôle des villes qu’elles conquéraient, pas plus qu’elles n’y plaçaient de garnison, mais les laissaient aux mains de ses alliés. Les rares troupes demeurées sur place servaient seulement de complément à celles de leurs partenaires, laissant ces garnisons dans une situation d’extrême fragilité. Au demeurant, certains ministres hispaniques s’en indignaient, considérant que le roi gâchait ses ressources sans obtenir de bénéfices palpables[[88]](#footnote-88).

Le pari du souverain espagnol était en réalité beaucoup plus ambitieux: il visait l’incorporation à la couronne de l’ensemble des seigneuries dans lesquelles il intervenait. Philippe II souhaitait y parvenir dans le cadre du droit et du consensus politique, ce qui supposait le maintien de sa réputation en tant que prince magnanime et presque désintéressé. Le problème devenait alors pratiquement insoluble, dans la mesure où cette stratégie faisait dépendre la politique royale d’instances qu’il ne contrôlait pas et qui, fortes de leur autonomie, poursuivaient leurs propres intérêts. La projection impériale devenait tributaire des équilibres entre ses partenaires – des équilibres qui allaient se révéler quasiment impossibles à orienter au bénéfice de la politique hispanique. À titre d’exemple, le désir de contrôler la France rendait nécessaire de maintenir la coopération avec la haute aristocratie et la magistrature et, pour ce faire, d’accepter que le successeur au trône puisse être désigné par les États généraux, quitte à rester à la merci des initiatives de la noblesse et des parlementaires. Le pari était risqué, comme le montra l’arrêt du président Jean Le Maistre: le parlement de Paris ferma la porte à une éventuelle succession féminine au trône de France, ruinant la possibilité de rendre la fille de Philippe II souveraine-propriétaire du royaume[[89]](#footnote-89). Si les ministres hispaniques pouvaient s’enorgueillir de voir les armées royales atteindre des positions inédites aux diverses frontières de la Monarchie, de Kandy jusqu’à Paris, ils savaient aussi qu’elles ne pouvaient s’y maintenir qu’en se présentant en libératrices, et non en conquérantes. Même pour une opération majeure comme l’invasion de l’Angleterre, la mobilisation des sympathisants et l’attraction des indifférents apparaissaient fondamentales pour garantir un triomphe catholique et hispanique[[90]](#footnote-90).

Dans les grandes coalitions qui appuyèrent le roi d’Espagne, beaucoup de membres considéraient son aide comme un instrument provisoire, qui ne devait pas les engager à devenir, à terme, les hommes liges du souverain. Pour eux, il était intolérable que les agents ibériques voulussent jouer un rôle politique prépondérant dans leur territoire. De nombreux alliés s’éloignèrent d’ailleurs de la couronne non seulement en raison d’un soutien militaire insuffisant, mais aussi par crainte de rester, par la suite, subordonnés au roi espagnol. Plus largement, l’intervention royale créait souvent des tensions parmi ceux qui l’avaient sollicitée: elle ne tranchait pas entre les multiples projets politiques antagonistes qui coexistaient au sein des différents mouvements de résistance, prolongeant leurs conflits sans les résoudre et entretenant une impression de chaos. Au fil des années, pour bien des alliés du roi, il devenait clair que le triomphe n’allait pas être aussi rapide qu’espéré et que la restauration de la stabilité ou la consolidation des bénéfices obtenus dans le conflit ne pouvaient advenir dans un cadre aussi évanescent que celui fourni par l’aide espagnole.

Quand les troupes espagnoles intervenaient effectivement, les discordes entre les chefs militaires et politiques autochtones et ibériques ne manquaient pas de survenir, alimentant la frustration des premiers au vu du caractère limité des ressources mobilisées, et l’irritation des seconds en raison du manque d’enthousiasme des alliés face à ce qu’ils considéraient comme de justes demandes de la part de leur souverain. Même les plus ardents partisans de l’option espagnole furent bien souvent déçus. S’ils étaient à la fois les plus engagés et les porteurs des propositions politiques les plus innovantes, ils n’en restaient pas moins minoritaires et peu visibles pour l’administration espagnole[[91]](#footnote-91). Les agents ibériques présents sur le terrain pouvaient certes ressentir de la sympathie pour eux, voire stimuler leur foi en un appui stable du roi catholique; toutefois, au moment crucial, ils ne les soutenaient jamais dans leurs conflits contre leurs propres coreligionnaires – plus modérés, mais majoritaires –, par crainte d’éloigner ceux-ci de l’alliance espagnole[[92]](#footnote-92).

Au milieu de la décennie 1590, le crédit de la Monarchie semblait irrémédiablement entamé. Nombre de ses alliés cherchaient une issue aux conflits locaux en plaçant leurs espoirs dans un pacte avec leurs ennemis autochtones. Désappointés par l’aide espagnole et par le manque de cohérence de leurs propres partis, ils entendaient renouer avec les pouvoirs qui leur étaient plus proches, plus familiers et plus intelligibles, et le firent en refusant l’universalisme des plus radicaux d’entre eux[[93]](#footnote-93). De l’Angleterre à la France, de Kandy aux Provinces-Unies, la haine anti-espagnole fournit une voie de reconstruction pour des corps politiques dotés de dirigeants sortis vainqueurs des troubles civils. Les troupes ibériques déployées sur le terrain ne purent répondre à ces défections: elles durent se retirer vers leurs bases situées dans les terres du roi catholique, suivies de leurs alliés les plus impliqués. Au cours des deux décennies suivantes, le processus se répéta dans d’autres espaces, telles l’Irlande ou la Grèce: il apparaissait à présent clairement que la Monarchie hispanique ne disposait plus ni de la force ni de la volonté nécessaires pour maintenir une position agressive et contribuer à la libération de ceux qui se considéraient opprimés.

Pour les obstinés qui se refusaient à pactiser avec des gouvernements qu’ils tenaient pour illégitimes ou perfides, ou pour tous ceux dont l’implication hispanophile avait été trop criante, il ne restait plus que l’action directe et désespérée ou le chemin de l’exil. Ce fut entre 1595 et 1620 que les terres du roi catholique accueillirent le plus grand nombre de réfugiés: composées de plusieurs dizaines de milliers de personnes, ces communautés furent l’expression la plus tangible – et la plus douloureuse – de ce qu’avait été l’hégémonie espagnole[[94]](#footnote-94). De façon plus positive, ce moment vit aussi l’incorporation de petits territoires qui, tel Cambrai, faisaient dorénavant partie des domaines du roi d’Espagne.

L’hégémonie espagnole se développa au fur et à mesure que s’enracinait la conviction que la Monarchie hispanique constituait un allié adéquat et qu’elle répondait aux attentes de ceux qui imploraient son aide. Une telle confiance s’était nourrie de l’expérience des temps récents, de l’absence d’alternative, de l’urgence des conflits civils, de la peur de l’oppression, de l’ambition des opportunistes et du désespoir des dissidents. On ne peut en effet guère comprendre l’espérance incarnée par la Monarchie sans considérer le profond désarroi éprouvé par de nombreux acteurs lors des crises politiques et religieuses du dernier tiers du xvie siècle. Le sentiment d’urgence ressenti par des rois déchus, des nobles rebelles, des citoyens insurgés ou des croyants martyrisés conduisait à chercher des solutions exceptionnelles, comme l’appel à un allié étranger – qui, d’ailleurs, ne l’était plus tout à fait, dès lors que l’on acceptait d’en faire un roi universel. Survenant simultanément dans différents points du monde, ces situations conflictuelles donnèrent à l’hégémonie espagnole une ampleur inédite. Les demandes d’assistance convergentes, issues de multiples territoires, contribuèrent à entretenir – chez les alliés comme chez les ennemis – la perception d’un pouvoir ibérique omniprésent, voire providentiel.

Dans ce contexte tumultueux, la Monarchie avait autant à perdre qu’à gagner. En ces temps de crises exceptionnelles, il devint légitime pour de nombreux acteurs de recourir à des moyens extraordinaires, comme l’aide ibérique. Le pas était d’autant plus facile à franchir que, de façon chaotique et en partie non intentionnelle, la perception du pouvoir espagnol avait favorablement évolué. La projection impériale espagnole devint alors dépendante de ces demandes d’assistance, traduites en offres tentatrices qu’il était difficile de refuser. En retour, la Monarchie excita les fantasmes de ses partenaires, renforçant la contradiction profonde entre leurs aspirations et la réalité des secours qu’elle pouvait leur apporter. Elle conditionnait de cette façon sa propre politique impériale au consensus de ses alliés qui, dans la plupart des cas, étaient loin de s’identifier aux projets de Madrid et furent rapidement déçus. À Rouen comme dans d’autres lieux, les forces insoumises qui appuyaient le roi catholique étaient le produit d’alliances confuses dans lesquelles chaque agent aspirait à sa propre promotion et possédait une représentation personnelle de ce qui était son combat et du rôle que devait y jouer le roi catholique. En résumé, tous s’accordaient à reconnaître la position prééminente de la Monarchie, mais chacun la définissait de manière distincte et opportuniste.

La primauté du roi d’Espagne s’est ainsi hypertrophiée au gré des pactes conclus avec des alliés prêts à tout pour l’emporter dans leurs luttes internes; c’est précisément en mobilisant ce réseau de soutiens que les ministres les plus optimistes de Philippe II espéraient réaliser les plans d’expansion de leur seigneur. Dépositaire de tant d’espoirs contradictoires, l’action hispanique concrète finit par décevoir la majeure partie de ses partisans, ce qui aboutit à disloquer les partis qu’elle avait soutenus. Seuls ceux qui défendaient une conception plus universaliste du pouvoir, en rupture avec la politique locale, osaient encore réclamer l’alliance espagnole, mais leur combat était désespéré: à l’instar des amis de Regnault du Pont, ils demeuraient minoritaires et ne pouvaient guère espérer prendre le pouvoir, et encore moins le conserver. Après 1600, l’hégémonie hispanique avait résolument changé de nature: désormais moins expansionniste, elle était également moins imprudente ou, en tout cas, moins aventureuse. C’en était fini de l’appui à des mouvements révolutionnaires aussi confus que peu fiables et des projets de déposition ou d’élection de souverains. Le temps d’une politique apaisée entre États stables était venu.

Lestée par des compromis qu’elle ne pouvait satisfaire et par l’image qu’elle se faisait d’elle-même, la monarchie de Philippe II finit par être une puissance intangible, un monstre vague gravé dans le coin d’une carte, une entité spectrale que l’on attend mais qui n’arrive pas, ou bien seulement de manière ponctuelle. Ses interventions s’avéraient d’autant plus décevantes que les renforts militaires et financiers qu’elle déployait, souvent insuffisants, s’accompagnaient d’exigences politiques parfois mal perçues. Cela explique pourquoi, en définitive, la prépon dérance hispanique ne s’est véritablement concrétisée que dans des lieux comme Cambrai, en 1595, à travers un déchaînement de violence. Au total, l’histoire de cette hégémonie appartient aux personnes qui la rendirent possible et à ceux qui la refusèrent: elle intègre non seulement leurs actions, mais aussi leurs attentes, leurs rêves et leurs intérêts singuliers.

José Javier Ruiz Ibáñez

Universidad de Murcia

[jjruiz@um.es](mailto:jjruiz@um.es)

Gaetano Sabatini

Università Roma Tre, ISEM-CNR

[gaetano.sabatini@inwind.it](mailto:gaetano.sabatini@inwind.it)

1. \* Cet article a été écrit dans le cadre des projets “Hispanofilia IV: Los mundos ibéricos frente a las oportunidades de proyección exterior y a sus dinámicas interiores (HAR2017-82791-C2-1-P), FEDER/Ministerio de Ciencia e Innovación-Agencia Estatal de Investigación, Espagne et “*Reloj de Indias: la proyección europea en el Atlántico, 1665-1700*” (SI1/PJI/2019-00270), Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades, Espagne. Nous adressons nos remerciements à Juan Francisco Pardo Molero, Manfredi Merluzzi et Yves Junot, pour leurs commentaires, ainsi qu’à Marie Kervyn et Émilie Ordinaire, pour leur traduction.

   Albert J. Loomie, *Guy Fawkes in Spain: The “Spanish Treason” in Spanish Documents* (London: University of London, 1971), 1 (nous traduisons). [↑](#footnote-ref-1)
2. José Javier Ruiz Ibáñez, “Les acteurs de l’hégémonie hispanique, du monde à la péninsule Ibérique,” *Annales HSS* 69, no. 4 (2014): 927-54; les références bibliographiques citées dans cet article, en particulier pp. 943-54, pourront compléter utilement la présente contribution. [↑](#footnote-ref-2)
3. L’analyse d’un pouvoir impérial comme une somme d’initiatives autonomes n’est pas récente: voir le travail incontournable de Geir Lundestad, “Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945-1952,” *Journal of Peace Research* 23, no. 3 (1986): 263-77. [↑](#footnote-ref-3)
4. La chronologie proposée par José Javier Ruiz Ibáñez and Bernard Vincent, *Historia de España. Los siglos xvi y xvii: política y sociedad* (Madrid: Síntesis, 2007), 20-31, reste pertinente. [↑](#footnote-ref-4)
5. Il y eut, au sein même de la Monarchie, une réflexion profonde sur sa construction et sa signification: Xavier Gil Pujol, *La fábrica de la Monarquía. Traza y conservación de la monarquía de España de los Reyes católicos y los Austrias* (Madrid: Real Academia de la Historia, 2016), 75-121. [↑](#footnote-ref-5)
6. Gayle K. Brunelle, “Immigration, Assimilation and Success: Three Families of Spanish Origin in Sixteenth Century Rouen,” *Sixteenth Century Journal* 20, no. 2 (1989): 203-19; Ivan Cloulas, “Les Ibériques dans la société rouennaise des xvie et xviie siècles,” *Revue des Sociétés savantes de Haute-Normandie. Lettres et sciences humaines* 61 (1971): 11-30. Sur les communautés hispaniques présentes sur la côte atlantique française, see Jean-Philippe Priotti and Guy Saupin, eds., *Le commerce atlantique franco-espagnol. Acteurs, négoces et ports (xve-xviiie siècle)* (Rennes: PUR, 2008); Hilario Casado Alonso, “Las redes comerciales castellanas en Europa (siglos xv y xvi),” in *Comercio y hombres de negocios en Castilla y Europa en tiempos de Isabel la Católica*, ed. Hilario Casado Alonso and Antonio García-Baquero (Madrid: Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, 2007), 279-307; sur les *conversos* à Rouen, see Israël Salvator Révah, *Le premier établissement des Marranes portugais à Rouen (1603-1607)* (Brussels: s. n., 1953). [↑](#footnote-ref-6)
7. Philip Benedict, *Rouen during the Wars of Religion* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981), 167-208; Robert Harding, “Revolution and Reform in the Holy League: Angers, Rennes, Nantes,” *Journal of Modern History* 53, no. 3 (1981): 379-416. [↑](#footnote-ref-7)
8. Stuart Carroll, *Noble Power during the French Wars of Religion: The Guise Affinity and the Catholic Cause in Normandy* (Cambridge: Cambridge University Press, 1998), 193-249. [↑](#footnote-ref-8)
9. Benedict, *Rouen during the Wars of Religion*, 216-17. [↑](#footnote-ref-9)
10. Archivo General de Simancas (hereafter “AGS”) Estado Francia (hereafter “Ek”) 1581, no 68, May 25, 1592, Rouen, Martín de Gúrpide à don Martín de Idiáquez; AGS Ek 1582, no. 60, October 20, 1592, Rouen, Martín de Gúrpide à Philippe II. [↑](#footnote-ref-10)
11. Robert Descimon and José Javier Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l’exil. Le refuge catholique français après 1594* (Seyssel: Champ Vallon, 2005), 84-85; José Javier Ruiz Ibáñez and Gaetano Sabatini, “Entre Aguirre y el gran rey. Los discursos de la elección de Felipe II al trono de Francia en 1591,” in *Hacer Historia desde Simancas. Homenaje a José Luis Rodríguez de Diego*, ed. Alberto Marcos Martín (Valladolid: Junta de Castilla y León, 2011), 661-84, in particular pp. 678-80. [↑](#footnote-ref-11)
12. AGS Estado (hereafter “E”) 597, no. 124, “Relacion de los recibimientos hecho en las villas de Cambray, Amiens, Baubues y Roan.” [↑](#footnote-ref-12)
13. AGS Ek 1579, no. 92, 1591, “Relacion de la Memoria general” d’Antonio Frías de Salazar à Philippe II. [↑](#footnote-ref-13)
14. AGS Ek 1585, no. 98, August 28, 1593, Paris, le duc de Feria à Philippe II; AGS Ek 1590, no 22, February 15, 1594, Rouen, Martín de Gúrpide à Philippe II. [↑](#footnote-ref-14)
15. AGS E 171, non numéroté, April 29, 1593, Aranjuez, Philippe II à Villars-Brancas, minute annotée par le roi; AGS E 1769, non numéroté, April 9, 1607, consulté par “Manuel Sánchez de Sevilla.” [↑](#footnote-ref-15)
16. Howell A. Lloyd, *The Rouen Campaign, 1590-1592: Politics, Warfare and the Early-Modern State* (Oxford: Clarendon Press, 1973), 169-89; William A. Heap, *Elizabeth’s French Wars, 1562-1598* (London: Unicorn Publishing Group, 2019), 163-73. [↑](#footnote-ref-16)
17. Richard Bruce Wernham, *The Return of the Armadas: The Last Years of the Elizabethan War against Spain, 1595-1603* (Oxford: Oxford University Press, 1994), 263-82; Valentín Vázquez de Prada, *Felipe II y Francia (1559-1598). Política, religión y razón de Estado* (Pamplona: Ediciones Universidad de Navarra, 2004), 382-89. [↑](#footnote-ref-17)
18. Alonso de Vázquez, *Los sucesos de Flandes y Francia del tiempo de Alejandro Farnesio*, vol. 3 (Madrid: Imprenta de Miguel Ginesta, 1880), 220. [↑](#footnote-ref-18)
19. AGS Ek 1582, no. 58, October 17, 1592, Rouen, Martín de Gúrpide à Philippe II. [↑](#footnote-ref-19)
20. Olivia Carpi, *Les guerres de Religion (1559-1598). Un conflit franco-français* (Paris: Ellipses, 2012), 608-609; Michel de Waele, *Réconcilier les Français. Henri IV et la fin des troubles de religion (1589-1598)* (Québec: Presses de l’Université Laval, 2010), 187-89. [↑](#footnote-ref-20)
21. Carlos Coloma, *Las guerras de los Estados Bajos, desde el año de 1588 hasta el de 1599* [1622] (Madrid: Real Academia de la Historia, 1948), 88. [↑](#footnote-ref-21)
22. Descimon and Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l’exil*, 105-106. [↑](#footnote-ref-22)
23. L’ouvrage de Paul M. Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers* (New York: Random House, 1987), eut ainsi un effet considérable sur l’appréhension ultérieure de la Monarchie hispanique. Parmi l’importante bibliographie relative aux empires, voir notamment Anthony Pagden, *Peoples and Empires: A Short History of European Migration, Exploration, and Conquest, from Greece to the Present* (New York: Random House, 2001); John Darwin, *After Tamerlane: The Rise and Fall of Global Empires, 1400-2000* (London: Penguin Books, 2008); Daniel H. Nexon, *The Struggle for Power in Early Modern Europe: Religious Conflict, Dynastic Empires, and International Change* (Princeton: Princeton University Press, 2009); Timothy H. Parsons, *The Rule of Empires: Those Who Built Them, Those Who Endured Them, and Why They Always Fall* (Oxford: Oxford University Press, 2010); Jane Burbank and Frederick Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference* (Princeton: Princeton University Press, 2010); Daron Acemoglu and James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty* (New York: Crown Publishers, 2012). La relation de cette historiographie avec celle de la Monarchie hispanique est décrite par Manuel Rivero Rodríguez, *La monarquía de los Austrias. Historia del Imperio español* (Madrid: Alianza editorial, 2017), 16-19. Bien entendu, sous la Monarchie, la référence à la Rome antique était directe et toujours présente, comme modèle ou comme repoussoir, dans les discours sur la nature et le devenir de l’hégémonie hispanique: Julien Dubouloz, Sylvie Pittia, and Gaetano Sabatini, eds., *L’*imperium Romanum *en perspective. Les savoirs d’empire dans la République romaine et leur héritage dans l’Europe médiévale et moderne* (Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2014). [↑](#footnote-ref-23)
24. Selon les termes de Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques* [1979], trans. J. Hoock and M.-C. Hoock (Paris: Éd. de l’EHESS, 2016), 357-81; see also François Hartog, *Régimes d’historicité. Présentisme et expériences du temps* (2003; Paris: Éd. du Seuil, 2012), 29. [↑](#footnote-ref-24)
25. Il ne s’agissait pas d’une influence universelle dans la mesure où les grandes puissances asiatiques scrutaient la présence ibérique sur leurs côtes tantôt avec dédain et curiosité (ainsi de la Chine et de l’Empire moghol), tantôt avec un certain intérêt (la Perse safavide), conscientes que cette présence était incapable de les déstabiliser. La position singulière de la Chine quant à l’expansion ibérique la plaça au centre d’un jeu de miroirs avec la Triple alliance mexicaine: Serge Gruzinski, *L’aigle et le dragon. Démesure européenne et mondialisation au xvie siècle* (Paris: Fayard, 2012), 30-39. [↑](#footnote-ref-25)
26. Jean-Frédéric Schaub, *La France espagnole. Les racines hispaniques de l’absolutisme français* (Paris: Éd. du Seuil, 2003), 289-334. Pour une interprétation générale, see Jocelyn N. Hillgarth, *The Mirror of Spain, 1500-1700: The Formation of a Myth* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2000). [↑](#footnote-ref-26)
27. Sur l’effet de Lépante pour la propagande hispanique et sa réception: Víctor Manuel Mínguez Cornelles, *Infierno y gloria en el mar. Los Habsburgo y el imaginario artístico de Lepanto (1430-1700)* (Castelló de la Plana: Universitat Jaume I, 2017), 281-469. [↑](#footnote-ref-27)
28. Serge Brunet, *“De l’Espagnol dedans le ventre !” Les catholiques du Sud-Ouest de la France face à la Réforme (vers 1540-1589)* (Paris: Honoré Champion, 2007), 84-94. [↑](#footnote-ref-28)
29. Brunet, “Perceptions identitaires et nationales dans la France de la première modernité. De la francité et de l’hispanité des Gascons,” in *Confessiones et nationes*. *Discours identitaires nationaux dans les cultures chrétiennes: Moyen Âge-xxe siècle*, ed. Mikaïl V. Dmitriev and Daniel Tollet (Paris: Honoré Champion, 2014), 57-124, here p. 84-88. [↑](#footnote-ref-29)
30. David Potter, *Henry VIII and Francis I: The Final Conflict, 1540-1547* (Leiden: Brill, 2011), 305-306; Giles Tremlett, *Catalina de Aragón. Reina de Inglaterra* (2010; Barcelona: Crítica, 2012), 360-439; Eamon Duffy, *Fires of Faith: Catholic England under Mary Tudor* (New Haven: Yale University Press, 2009), 102-87. [↑](#footnote-ref-30)
31. José M. Floristán Imízcoz, *Fuentes para la política oriental de los Austrias. La documentación griega del Archivo de Simancas (1571-1621)*, 2 vols. (Léon: Universidad de Léon, 1988); Primitivo Mariño Gómez, *Tratados internacionales de España. Carlos V*, vol. 2, *España y norte de África* (Madrid: Consejo superior de investigaciones científicas, 1980). [↑](#footnote-ref-31)
32. Alessandro Barbero, *Lepanto. La batalla de los tres imperios* (2010; Barcelona: Pasado & Presente, 2011), 668-75. Ces volontaires apparaissent de manière occasionnelle dans la comptabilité espagnole, certainement pour avoir servi dans les galères pontificales et vénitiennes presque dépourvues d’infanterie: AGS E Libro 98. [↑](#footnote-ref-32)
33. Gregory Hanlon, *The Twilight of a Military Tradition: Italian Aristocrats and European Conflicts, 1560-1800* (London: UCL Press, 1998), 69-87; Friedrich Edelmayer, *Söldner und Pensionäre. Das Netzwerk Philippe II. im Heiligen Römischen Reich* (Vienna/Munich: Verlag für Geschichte und Politik/Oldenbourg, 2002), 225-64; Anna Mur i Raurell, *“La mancha roja” y “la montaña blanca.” Las Órdenes militares de Santiago, Calatrava y Alcántara en Centroeuropa antes y después de 1620 (ss. xvi-xvii)* (Prague: Universidad Carolina de Praga-Editorial Karolinum, 2018). [↑](#footnote-ref-33)
34. L’étude des passeurs de frontière jouit d’une riche bibliographie dont il n’est pas nécessaire de faire état ici, mais dont il convient de rappeler l’interprétation politique: Rui Manuel Loureiro and Serge Gruzinski, *Passar as Fronteiras, Actos do II Coloquio Internacional sobre Mediadores Culturais. Seculos xv a xviii* (Lagos: Centro de Estudios Gil Eanes, 1999). [↑](#footnote-ref-34)
35. Bernardo Hernández, *Fiscalidad de reinos y deuda pública en la Monarquía hispánica del siglo xvi*, (Córdoba: Universidad de Córdoba, 2002), and Juan E. Gelabert, “La Hacienda Real de Castilla, 1598-1652,” in *Dinero, moneda y crédito en la Monarquía hispánica*, ed. Antonio-Miguel Bernal (Madrid: Marcial Pons/Fundación ICO, 2000), 839-61; Gaetano Sabatini, “From Subordination to Autonomy: Public Debt Policies and the Creation of a Self-Ruled Financial Market in the Kingdom of Naples in the Long Run (1500-1800),” in *Government Debts and Financial Markets in Europe*, ed. Fausto Piola Caselli (London: Pickering & Chatto, 2008), 97-104. [↑](#footnote-ref-35)
36. José Javier Ruiz Ibáñez, *Hispanofilia. Los tiempos de la hegemonía española*, 2 vols. (Madrid: Fondo de Cultura Económica, 2022), chap. 3-5. [↑](#footnote-ref-36)
37. Voir par exemple l’équilibre fragile entre coopération et rivalité qui s’établit entre Rome et Madrid au sujet de la diffusion de la bulle de la croisade d’Espagne et du Portugal: Gaetano Sabatini, “Felipe II y las Bulas de la Santa Cruzada, entre intereses económicos e ideología del rey justiciero,” in *La Cátedra “Felipe II,” una historia particular*, ed. Alberto Marcos Martín and Carols Belloso Martín (Valladolid: Ediciones Universidad de Valladolid, 2020). [↑](#footnote-ref-37)
38. Voir un exemple limpide dans la *Relatione della Corte di Spagna fatta da Monsignor Visconti a Pio IV l’anno 1564*, Archivio segreto Vaticano (hereafter “ASV”), Fondo Bolognetti, vol. 24, fols. 352r-358r; *Relatio statuum omnium regis Catholici et eorum regimini (anno 1575)*, Archivum Arcis, Armadi I-XVIII, no. 4172. Voir aussi les dépêches procédant de la Nonciature d’Espagne auprès de la Secrétairerie d’État du pape: ASV, Segreteria di Stato, Spagna, vol. 4, fols. 17- 24 and 434, vol. 5, fol. 72, vol. 16, fol. 29, vol. 17, fol. 56. Ángel Fernández Collado, *Gregorio XIII y Felipe II en la nunciatura de Felipe Sega (1577-1581). Aspectos político, jurisdiccional y de reforma* (Toledo: Estudio teológico de San Ildefonso, 1991). [↑](#footnote-ref-38)
39. Ilídio do Amaral, *Pedro Fernandes de Queirós ou Pedro Fernández de Quirós (1565-1615), o descobridor de ilhas, o visionário de um continente cheio de riquezas “en la parte Austral Incognita” e de projectos para a sua colonizaçao. Quando a história, a geografia e a utopia se cruzam (séculos xvi-xvii)* (Lisbon: Edições Colibri, 2014). [↑](#footnote-ref-39)
40. Romain Bertrand, *L’histoire à parts égales. Récits d’une rencontre Orient-Occident (xvie-xviie siècle)* (Paris: Éd. du Seuil, 2011), 183. [↑](#footnote-ref-40)
41. Henri Lapeyre, *Une famille de marchands, les Ruiz. Contribution à l’étude du commerce entre la France et l’Espagne au temps de Philippe II* (Paris: Armand Colin, 1955); plus récemment, see also Guy Saupin, *Nantes au xviie siècle. Vie politique et société urbaine* (Rennes: Presses universitaires de Rennes, 1996); Elizabeth C. Tingle, *Authority and Society in Nantes during the French Wars of Religion, 1559-1598* (Manchester: Manchester University Press, 2006). [↑](#footnote-ref-41)
42. Natividad Planas, “Diplomacy from Below or Cross-Confessional Loyalty? The “Christians of Algiers” Between the Lord of Kuko and the King of Spain in the Early 1600s,” *Journal of Early Modern History* 19, no. 2/3 (2015): 153-73. [↑](#footnote-ref-42)
43. Xavier Gil Pujol, *La fábrica de la Monarquía*, 112. [↑](#footnote-ref-43)
44. 44 António Vasconcelos de Saldanha, *Iustum Imperium. Dos tratados como fundamento do império dos portugueses no Oriente. Estudo de história do direito internacional e do direito português* (Lisbon/Macao: Fundação Oriente/Instituto Portugus do Oriente, 1997), 467-73. [↑](#footnote-ref-44)
45. 45 Heap, *Elizabeth’s French Wars*, 75-113. [↑](#footnote-ref-45)
46. 46 Robert Descimon, *Qui étaient les Seize ? Mythes et réalités de la Ligue parisienne (1585-1594)* (Paris: Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l’Île-de-France/Klincksieck, 1983), 44-75. [↑](#footnote-ref-46)
47. 47 Edmund H. Dickerman and Anita M. Walker, “The Politics of Honour: Henri IV and the Duke of Bouillon, 1602-1606,” *French History* 14, no. 4 (2000): 383-407; Edelmayer, *Söldner und Pensionäre*, 203-24. [↑](#footnote-ref-47)
48. 48 AGS E Libro 97, fols. 324-26, October 19, 1573, *Alcazaba* de Tunis, “Salvaguarda al Infante de Túnez”: “… con resolución e intento de echar los turcos no solamente de esta çiudad de Tunez sino de todos los lugares convecinos y perseguirlos como hombres crueles avaros y enemigos comunes tanto a los christianos como a los moros y desseando ver quieta y paçifica esta provincia y alexar los turcos de los estados de su Md Catholica … no con intençion de dañar los moros sino de perseguir los turcos.” [↑](#footnote-ref-48)
49. 49 Nabil Mouline, “Ahmad al-Mansur, sultán de Marruecos y sus ambiciones de reconquistar al-Andalus,” in *Los Moriscos: expulsión y diáspora. Una perspectiva internacional*, ed. Mercedes García-Arenal and Gerard Wiegers (Valencia/Grenada/Saragossa: Universitat de València/Universidad de Granada/Universidad de Zaragoza, 2013), 313-34, here p. 316. [↑](#footnote-ref-49)
50. 50 AGS Secretarías Provinciales Libro 1551, fol. 850, November 27, 1589, Felipe Bandara à Philippe II. [↑](#footnote-ref-50)
51. 51 AGS E 1644, non numéroté, September 3, 1616, consulté au nom de “infanta doña Maria de Cardenas.” [↑](#footnote-ref-51)
52. 52 Floristán Imízcoz, *Fuentes para la política oriental de los Austrias*,33-75 and 704-21. [↑](#footnote-ref-52)
53. 53 De Saldanha, *Iustum Imperium*, 567-720. [↑](#footnote-ref-53)
54. 54 Luc Duerloo, *Dynasty and Piety: Archduke Albert (1598-1621) and Habsburg Political Culture in an Age of Religious Wars* (Farnham: Ashgate, 2012), 235-428. [↑](#footnote-ref-54)
55. 55 La campagne militaire menée contre la couronne portugaise est développée dans Rafael Valladares, *La conquista de Lisboa. Violencia militar y comunidad política en Portugal, 1578-1583* (Madrid: Marcial Pons, 2008), 109-38. [↑](#footnote-ref-55)
56. 56 Fernando Bouza Álvarez, *Portugal no tempo dos Filipes. Política, cultura, representações (1580-1668)* (Lisbon: Edições Cosmos, 2000), 251; Bouza Álvarez, *Felipe II y el Portugal “dos povos.” Imágenes de esperanza y revuelta* (Valladolid: Universidad de Valladolid, 2010), 61-64; João Pedro Gomes, “Bajo el signo de Géminis: Portugal y la Monarquía hispánica en los siglos xvi y xvii,” in *Las vecindades de las Monarquías ibéricas*, ed. José Javier Ruiz Ibáñez (Madrid: Fondo de Cultura Económica, 2013), 181-212. Concernant l’intégration de l’Empire portugais dans la Monarchie duelle, voir les excellents travaux de Pedro Cardim, *Portugal unido y separado. Felipe II, la unión de territorios y el debate sobre la condición política del Reino de Portugal* (Valladolid: Universidad de Valladolid, 2014), 94-109; Cardim, *Portugal y la Monarquía hispánica (ca. 1550-ca. 1715)* (Madrid: Marcial Pons, 2017), 43-78. [↑](#footnote-ref-56)
57. 57 Au cours des vingt dernières années, le rôle joué par les élites locales dans l’instauration du pouvoir des Habsbourg a été mis en avant. See Judith Pollmann, *Catholic Identity and the Revolt of the Netherlands, 1520-1635* (Oxford: Oxford University Press, 2011), 159-91; Violet Soen, “Reconquista and Reconciliation in the Dutch Revolt: The Campaign of Governor-General Alexander Farnese (1578-1592),” *Journal of Early Modern History* 16, no. 1 (2012): 1-22; Yves Junot, “Pratiques et limites de la réconciliation après les guerres de religion dans les villes des Pays-Bas méridionaux (années 1570-années 1590),” *Revue du Nord* 395, no. 2 (2012): 327-46. [↑](#footnote-ref-57)
58. 58 L’utilisation du concept de liberté collective – de la patrie – ou personnelle – de conscience – est récurrente dans les écrits présentés au roi catholique. Si in particular, for England, AGS E 839, fol. 35, 1589, “Memorial de çiertos cavalleros ingleses”; for Greece, see Floristán Imízcoz, *Fuentes para la política oriental de los Austrias*, 483. Sur la liberté de conscience, see Descimon and Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l’exil*, 190-94. [↑](#footnote-ref-58)
59. 59 La consolidation de communautés d’exilés anglais, écossais, hollandais et bientôt français dans les Pays-Bas catholiques a permis de mettre en contact les groupes de dissidents avec un pouvoir hispanique toujours plus fort: Yves Junot and Marie Kervyn, “Los Países Bajos como tierra de recepción de exiliados,” in *Los exiliados del rey de España*, ed. José Javier Ruiz Ibáñez and Igor Pérez Tostado (Madrid: Fondo de Cultura Económica de España, 2015), 207-32. [↑](#footnote-ref-59)
60. 60 Cet agissement multilatéral a été étudié en détail pour le cas provençal dans Fabrice Micallef, *Un désordre européen. La compétition internationale autour des affaires de Provence, 1580-1598* (Paris: Publications de la Sorbonne, 2014), particularly 305-48. [↑](#footnote-ref-60)
61. 61 José Javier Ruiz Ibáñez, “Inventar una monarquía doblemente católica. Los partidarios de Felipe II en Europa y su visión de la hegemonía española,” *Estudis. Revista de historia moderna* 34 (2008): 87-109; Ruiz Ibáñez, *Hispanofilia*, chap. 6. [↑](#footnote-ref-61)
62. 62 Florence Buttay, *Peindre en leur âme des fantômes. Image et éducation militante pendant les guerres de Religion* (Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2018), 125-32. [↑](#footnote-ref-62)
63. 63 Freddy Cristóbal Domínguez, *Radicals in Exile: English Catholic Books during the Reign of Philip II* (University Park: Penn State University Press, 2020). [↑](#footnote-ref-63)
64. 64 José Javier Ruiz Ibáñez and Gaetano Sabatini, “Monarchy as Conquest: Violence, Social Opportunity, and Political Stability in the Establishment of the Hispanic Monarchy,” *Journal of Modern History* 81, no. 3 (2009): 501-36, here pp. 501-509. [↑](#footnote-ref-64)
65. 65 Serge Brunet, “Philippe II et la Ligue parisienne (1588),” *Revue historique* 656, no. 4 (2010): 795-844, here pp. 814-15. [↑](#footnote-ref-65)
66. 66 AGS E 839, no. 134 and 135. See Albert J. Loomie, *The Spanish Elizabethans: The English Exiles at the Court of Philip II* (London: Burns and Oates, 1963), 161; Loomie, *Spain and the Early Stuarts, 1585-1655* (1974; Aldershot: Variorum, 1996), 216-25; Enrique García Hernán, *Irlanda y el rey prudente*, vol. 1 (Madrid: Ed. del Laberinto, 2000), 240-41, nn. 529 and 530; Domínguez, *Radicals in Exile*, 176-92. [↑](#footnote-ref-66)
67. 67 François Cromé, *Satyre Menippée, de la vertu du Catholicon d’Espagne*, vol. 3, *Dialogue d’entre le maheustre et le manant* [1593], ed. Pierre Dupuy, Jacob Le Duchat, and P. Marchand (Ratisbonne: Les héritiers de M. Kerner, 1726), 367-586, here p. 578 (my emphasis); Peter Ascoli, ed., *Dialogue d’entre le maheustre et le manant* (Genèva: Droz, 1977), 205 (Paris, 1593, pour la version de la Ligue; Paris, 1594, pour la version royale du texte attribué à François Morin, seigneur de Cromé). [↑](#footnote-ref-67)
68. 68 La variété de l’interprétation de l’aide hispanique est particulièrement bien mise en lumière dans le cas provençal: Micallef, *Un désordre européen*, 156-61, 167, and 172-74. [↑](#footnote-ref-68)
69. 69 Loomie, *The Spanish Elizabethans*, 129-81; Descimon and Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l’exil*, 66-73. [↑](#footnote-ref-69)
70. 70 José Javier Ruiz Ibáñez, “Théories et pratiques de la souveraineté dans la Monarchie hispanique: un conflit de juridictions à Cambrai,” *Annales HSS* 55, no. 3 (2000): 623-44, here pp. 624-25. [↑](#footnote-ref-70)
71. 71 De Saldanha, *Iustum Imperium*, 517-23. [↑](#footnote-ref-71)
72. 72 Victor Houliston, *Catholic Resistance in Elizabethan England: Robert Persons’s Jesuit Polemic*, *1580-1610* (Aldershot: Ashgate, 2007), 75; María José Rodríguez Salgado, “Kinship, Collaboration and Conflict: The Complex Relations Between Alessandro Farnese and Philip II,” in *En la Corte del rey de España.* Liber amicorum *en homenaje a Carlos Gómez-Centurión Jiménez (1958-2011)*, ed. Rafael Valladares, Feliciano Barrios, and Juan A. Sánchez Belén (Madrid: Editorial Polifemo, 2016), 59-105; Edward S. Tenace, “Messianic Imperialism or Traditional Dynasticism? The Grand Strategy of Philip II and the Spanish Failure in the Wars of the 1590s,” in *The Limits of Empire: European Imperial Formations in Early Modern World History; Essays in Honor of Geoffrey Parker*, ed. Tonio Andrade and William Reger (Farnham: Ashgate, 2012), 281-307. [↑](#footnote-ref-72)
73. 73 Michael J. Levin, *Agents of Empire: Spanish Ambassadors in Sixteenth-Century Italy* (Ithaca: Cornell University Press, 2005), 1-12. [↑](#footnote-ref-73)
74. 74 Jensen De Lamar, *Diplomacy and Dogmatism: Bernardino de Mendoza and the French Catholic League* (Cambridge: Harvard University Press, 1964); Vázquez de Prada, *Felipe II y Francia*, 278-370. [↑](#footnote-ref-74)
75. 75 Modesto Ulloa, *La Hacienda real de Castilla en el reinado de Felipe II* (1963; Madrid: Fundación universitaria española, 1977). [↑](#footnote-ref-75)
76. 76 Carmen Sanz Ayán, “La estrategia de la Monarquía en la suspensión de pagos de 1596 y su ‘medio general’,” in *Las sociedades ibéricas y el mar a finales del siglo xvi*, ed. Luis Antonio Ribot García and Ernest Belanger Cebriá, vol. 2, *La Monarquía. Recursos, organización y estrategias* (Madrid: Sociedad Estatal Lisboa ’98, 1998), 81-95; James Conklin, “The Theory of Sovereign Debt and Spain under Philip II,” *Journal of Political Economy* 106, no. 3 (1998): 483-513; Mauricio Drelichman and Hans-Joachim Voth, *Lending to the Borrower from Hell: Debt, Taxes, and Default in the Age of Philip II* (Princeton: Princeton University Press, 2014), 119-26 and 206-10. [↑](#footnote-ref-76)
77. 77 Felipe RuizMartín, “Las finanzas españolas durante el reinado de Felipe II,” *Hispania. Revista española de historia*, suppl. 2 (1968): 109-74; Bartolomé Yun Casalilla, “El siglo de la hegemonía castellana (1450-1590),” in *Historia económica de España, Siglos x-xx*, ed. Francisco Comín, Mauro Hernández, and Enrique Llopis (Barcelona: Crítica, 2003), 51-84. [↑](#footnote-ref-77)
78. 78 Irving A. A. Thompson, *Guerra y decadencia. Gobierno y administración en la España de los Austrias, 1560-1620* [1976], trans. J. Beltrán (Barcelona: Crítica, 1981), 235-41. [↑](#footnote-ref-78)
79. 79 José Luis Casado Soto, *Los barcos españoles del siglo xvi y la Gran Armada de 1588* (Madrid: Editoral San Martín, 1988), 44-53; Richard Bruce Wernham, *The Return of the Armadas: The Last Years of the Elizabethan War against Spain 1595-1603* (Oxford: Clarendon Press, 1994); Serge Brunet, “Le grand siège de Blaye (1593): chant du cygne – et révélateur – de la Ligue hispanophile de Guyenne,” in *La guerre en Aquitaine, les Aquitains en guerre de l’Antiquité à nos jours*, ed. Bernard Lachaise and Céline Piot (Nérac: Éd. de l’Albret/Amis du Vieux Nérac, 2017), 139-71, here pp. 156-71. [↑](#footnote-ref-79)
80. 80 Geoffrey Parker, *El ejército de Flandes y el camino Español, 1567-1659. La logística de la victoria y derrota de España en las guerras de los Países Bajos* (Madrid: Humanes, [1972] 1986), 61-87; Thompson, *Guerra y decadencia*, 130-35; Enrique Martínez Ruiz, *Los soldados del rey. Los ejércitos de la Monarquía Hispánica (1480-1700)* (Madrid: Actas, 2008), 885-900. [↑](#footnote-ref-80)
81. 81 La capacité de résistance de la Monarchie hispanique est due en grande partie à la mobilisation des forces locales, comme cela a été analysé dans José Javier Ruiz Ibáñez, “Monarquía, guerra e individuo en la década de 1590. El socorro de Lier de 1595,” *Hispania. Revista española de historia* *Madrid* 57, no. 1 (1997): 37-62. [↑](#footnote-ref-81)
82. 82 Vázquez de Prada, *Felipe II y Francia*, 386, n. 45; Carlos Javier de Carlos Morales, *Felipe II: un imperio en bancarrota. La Hacienda real de Castilla y los negocios financieros del Rey Prudente* (Madrid: Dilema, 2008), 307. [↑](#footnote-ref-82)
83. 83 Sergio Yago Soriano, “Los tendones de la Monarquía hispánica. Asientos, adelantos, deuda y pensamiento entorno a la financiación, pago y aprovisionamiento del ejército de Flandes (1575-1598)” (PhD diss., Universidad de Murcia, 2020), 200-20. [↑](#footnote-ref-83)
84. 84 Edward S. Tenace, “A Strategy of Reaction: The Armadas of 1596 and 1597 and the Spanish Struggle for European Hegemony,” *English Historical Review* 118, no. 478 (2003): 855-82. [↑](#footnote-ref-84)
85. 85 Concernant la situation de la capitale française, l’ambassadeur espagnol remarque: “[…] nous essuyons publiquement la honte de manquer de ressources, en sorte que les habitants du préside sont poussés au désordre pour ne pas mourir de faim, les députés [aux États généraux] sont dans le besoin, ainsi que bien d’autres personnes à Paris, et cela pourrait être évité avec peu de moyens” (“[…] aquí pasamos verguença publica con la falta de dinrº en que estamos con que la gente de pressidio ha de hazer desordenes con que muere de hambre, los diputados [en los Estados generales] pasan necesidad y otra mucha gente en Paris q con poco pudiera ser remediada” (AGS Ek 1585, nº 30, April 7, 1593, Paris, le duc de Feria à don Juan de Idiáquez). [↑](#footnote-ref-85)
86. 86 Channa Wickremesekera, *Kandy at War: Indigenous Military Resistance to European Expansion in Sri Lanka, 1594-1818* (New Delhi: Manohar, 2004), 129-66; Gaston C. Perera, *Kandy Fights the Portuguese: A Military History of Kandyan Resistence* (Colombo: Vijitha Yapa Publications, 2007), 17-41 and 155-200; John Clifford Holt, *Buddha in the Crown: Avalokiteśvara in the Buddhist Traditions of Sri Lanka* (New York: Oxford University Press, 1991), 165-67. [↑](#footnote-ref-86)
87. 87 Wickremesekera, *Kandy at War*, 35 and 138; Perera, *Kandy Fights the Portuguese*, 149-60; Sergio Villalobos Rivera, *Historia del pueblo chileno*, vol. 4, *El siglo xvii* (Santiago du Chili: Editorial Universitaria, 2000), 81. [↑](#footnote-ref-87)
88. 88 José Javier RuizIbáñez, *Laberintos de hegemonía. La presencia militar de la Monarquía española en Francia a fines del siglo xvi* (Valladolid: Universidad de Valladolid, 2012), 64-84. [↑](#footnote-ref-88)
89. 89 Sylvie Daubresse, ed., *Actes du parlement de Paris et documents du temps de la Ligue (1588-1594). Le recueil de Pierre Pithou* (Paris: Honoré Champion, 2012), 452-55, figs. 217 and 218. [↑](#footnote-ref-89)
90. 90 AGS E 839, fol. 134, “Copia del Edicto: Diole el pe Cresuelo de la Compaª de Ihus y hizose otro diferente,” and 135, “Las raçones para el Edicto y modo de proceder que en el se propone.” [↑](#footnote-ref-90)
91. 91 Descimon and Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l’exil*, 196-229. [↑](#footnote-ref-91)
92. 92 Elie Barnavi and Robert Descimon, *La Sainte Ligue, le juge et la potence. L’assassinat du président Brisson (15 novembre 1591)* (Paris: Hachette, 1985), 196-229; José Javier RuizIbáñez, “‘A Thing Not Seen in Paris since Its Founding’: The Spanish Garrison of 1590 to 1594,” in *Polycentric Monarchies: How Did Early Modern Spain and Portugal Achieve and Maintain a Global Hegemony?* ed. Pedro Cardim et al. (Eastbourne: Sussex Academic Press, 2012), 197-216, here pp. 205-206. [↑](#footnote-ref-92)
93. 93 Ces récits incluaient un désir de domination politique propre, prenant la forme rhétorique de l’universalisme. See Frances A. Yates, *Astrea: The Imperial Theme in the Sixteenth Century* (London: Routledge & Kegan Paul, 1975), 210; Alexandre Y. Haran, *Le lys et le globe. Messianisme dynastique et rêve impérial en France aux xvie et xviie siècles* (Seyssel: Champ Vallon, 2000), 180-90. [↑](#footnote-ref-93)
94. 94 Une vision générale de ces exils est donnée dans José Javier Ruiz Ibáñez and Igor Pérez Tostado, eds. *Los exiliados del rey de España* (Madrid: Fondo de Cultura Económica, 2015); Ciaran O’Scea, *Surviving Kinsale: Irish Emigration and Identity Formation in Early Modern Spain, 1601-40* (Manchester: Manchester University Press, 2015). [↑](#footnote-ref-94)